

Chronique Eco

Les investissements émiratis en Afrique : opportunité d'affaires ou prédation d'un nouveau genre ? Vers une stratégie de domination

P 16

MARCHÉ GAZIER EUROPÉEN

L'Algérie renforce sa position

Le marché européen du gaz par gazoduc a retrouvé des couleurs en juillet 2026, et l'Algérie y occupe une place centrale. Selon les données du Forum des pays exportateurs de gaz (GECF), les livraisons algériennes constituent en effet le principal moteur de la croissance des approvisionnements européens depuis le début de l'année. P 3



EXPORTATIONS AGRICOLES

La qualité, clé de l'accès aux marchés européens

La participation de l'Algérie, en qualité d'invitée d'honneur, au Salon international de l'agriculture et de l'alimentation AGRA 2026 en Slovénie met en lumière les potentialités du produit agricole national et les perspectives d'ouverture de nouveaux débouchés en Europe.

P 2

ALGÉRIE-BELGIQUE

Vers un nouveau souffle à la coopération économique

La coopération économique entre l'Algérie et la Belgique dispose d'un potentiel important et appelle désormais à une nouvelle dynamique, fondée sur l'investissement, le transfert de technologie et le développement du tissu économique local. Dans un entretien accordé à la Télévision nationale, l'ambassadeur de Belgique en Algérie, Jean Jacques QUAIRIAT, a mis en avant les perspectives de renforcement des échanges entre les deux pays.

P 2

PRÉPARATIFS DE LA RENTRÉE SOCIALE

Le ministère de l'Énergie accélère le suivi des dossiers de Sonelgaz

À quelques jours de la rentrée sociale 2026-2027, le ministère de l'Énergie et des Énergies renouvelables renforce le suivi des principaux dossiers relevant du secteur, avec une attention particulière accordée à la gestion du groupe Sonelgaz et à la préparation des échéances de la prochaine rentrée. Le ministre Mourad Adjal a présidé, hier, une réunion consacrée à l'examen de plusieurs dossiers liés à l'activité du secteur et à l'évaluation de la mise en œuvre des décisions prises lors des précédentes rencontres.

P 5

CONSOMMATION GAZIÈRE

La gestion de la demande des grands consommateurs examinée P 2

CÉRÉALES

Les cours du blé en net recul sur le marché européen P 4

LAGHOUAT / POMME DE TERRE

Une récolte prévisionnelle de plus d'un million de quintaux attendue cette saison P 6

INFRASTRUCTURES
FERROVIAIRES
**L'Algérie dope les
ventes de l'allemande
Vossloh**

Le groupe allemand Vossloh, spécialisé dans les composants et solutions pour l'infrastructure ferroviaire, a publié des résultats semestriels 2026 marqués par une forte croissance de son activité. Dans son rapport, le groupe cite explicitement l'Algérie parmi les marchés ayant contribué à soutenir les ventes de sa division Customized Modules, aux côtés de la Suède et de l'Australie. Sur les six premiers mois de l'année 2026, Vossloh a vu ses commandes bondir à 828,5 millions d'euros, contre 623,7 millions d'euros un an plus tôt, un niveau inédit pour un premier semestre. Le ratio book-to-bill, qui mesure le rapport entre commandes reçues et chiffre d'affaires facturé, s'est établi à 1,17, contre 1,07 l'année précédente, signe d'une demande supérieure à la capacité de facturation immédiate du groupe. Le carnet de commandes a ainsi atteint un nouveau record de 1 140,7 millions d'euros au 30 juin 2026, en hausse de 31,8 % sur un an. Le chiffre d'affaires du groupe a progressé de 21,9 % pour atteindre 710,1 millions d'euros, porté en grande partie par l'intégration de VTT Europe (Sateba), récemment acquise. L'EBITDA s'est amélioré à 80,9 millions d'euros, tandis que l'EBIT s'est établi à 32,4 millions d'euros, pénalisé par des effets comptables liés à cette acquisition. C'est au sein de la division Customized Modules, qui regroupe notamment les solutions de voies sur mesure, que le rôle de l'Algérie ressort le plus nettement. Cette division a enregistré des commandes de 296,7 millions d'euros au premier semestre 2026, avec un ratio book-to-bill de 1,04, portées notamment par une progression des commandes en Tanzanie, en Pologne et en Turquie. Surtout, alors que plusieurs régions ont vu leurs ventes reculer, c'est la hausse des ventes enregistrée en Suède, en Algérie et en Australie qui a permis à la division de maintenir son chiffre d'affaires au niveau record du premier semestre 2025, à 284,6 millions d'euros.

S. R.

ALGÉRIE-BELGIQUE

Vers un nouveau souffle à la coopération économique

La coopération économique entre l'Algérie et la Belgique dispose d'un potentiel important et appelle désormais à une nouvelle dynamique, fondée sur l'investissement, le transfert de technologie et le développement du tissu économique local. Dans un entretien accordé à la Télévision nationale, l'ambassadeur de Belgique en Algérie, Jean Jacques QUAIRIAT, a mis en avant les perspectives de renforcement des échanges entre les deux pays, en soulignant l'intérêt croissant des entreprises belges pour le marché algérien et les opportunités offertes par la diversification de l'économie nationale.

Synthèse Z. R.

Les relations algéro-belges connaissent une nouvelle impulsion, notamment sur le plan économique. L'ambassadeur de Belgique en Algérie a relevé l'existence de relations économiques déjà anciennes entre les deux pays, avec la présence depuis plusieurs décennies d'entreprises belges dans des secteurs tels que la chimie et l'énergie. Selon lui, l'enjeu actuel consiste à « redynamiser » ces relations et à leur donner une nouvelle dimension. Cette nouvelle approche doit, selon le diplomate, reposer sur une logique de partenariat mutuellement bénéfique, en cohérence avec la politique algérienne visant à diversifier l'économie. Dans cette perspective, la Belgique entend mettre à profit ses capacités technologiques et son expertise dans plusieurs domaines pour accompagner le développement de l'économie nationale. L'un des axes privilégiés porte sur le rapprochement entre les opérateurs privés des deux pays. L'ambassade de Belgique œuvre ainsi à faciliter les contacts entre les entreprises algériennes et belges, avec plusieurs rendez-vous prévus prochainement, mais aussi à développer les relations entre les organisations patronales et les chambres de commerce des deux pays. Le diplomate a également annoncé l'ouverture récente en Algérie d'un bureau représentant Flanders Investment & Trade, l'agence commerciale de la région flamande, ainsi que l'agence belge chargée de l'exportation. Cette présence doit permettre de mieux répondre

aux demandes des entrepreneurs algériens et belges souhaitant développer des projets d'investissement en Algérie. La coopération ne se limite toutefois pas à la recherche de nouveaux investissements. L'objectif affiché est également de contribuer au développement du savoir-faire local, à travers des partenariats avec les entreprises algériennes et le renforcement des compétences et capacités industrielles nationales.

Des secteurs de coopération nombreux

Le potentiel de coopération est particulièrement large. L'ambassadeur a cité notamment la chimie, l'énergie, l'industrie pharmaceutique, l'agriculture, l'agroalimentaire, les transports et la logistique parmi les secteurs susceptibles de connaître un développement accru des partenariats. La logistique et les activités portuaires constituent également un domaine d'intérêt. L'expertise belge, notamment à travers les ports d'Anvers-Bruges, pourrait être mobilisée dans le domaine de la gestion portuaire. Dans le secteur aérien, l'arrivée annoncée d'AviaPartner en Algérie constitue un autre exemple de cette coopération économique. La société belge doit apporter son appui aux passagers et aux compagnies aériennes à partir du début de l'année prochaine. L'efficacité énergétique apparaît par ailleurs comme un axe appelé à prendre davantage d'importance. L'ambassadeur cite plusieurs entreprises belges actives dans ce domaine, dont Etex, qui a créé une nouvelle entreprise à Oran, ainsi que d'autres sociétés

intervenant dans l'efficacité énergétique. Ces investissements doivent également contribuer au développement du tissu économique local.

L'énergie au cœur du partenariat

Le secteur énergétique occupe une place particulière dans les perspectives de coopération. Dans un contexte international marqué par la guerre en Ukraine, les sanctions visant la Russie et les tensions sur les marchés énergétiques, l'Algérie a démontré, selon l'ambassadeur, sa capacité à répondre aux besoins des pays européens, notamment l'Italie et l'Espagne, avec une progression récente des flux vers d'autres marchés européens, dont l'Allemagne. La Belgique pourrait également jouer un rôle dans cette dynamique grâce aux capacités de son infrastructure portuaire, notamment celles du port de Zeebruges, qui dispose de capacités importantes pour accueillir du gaz. Mais le développement des exportations énergétiques algériennes passe aussi, selon le diplomate, par la capacité du pays à répondre à ses propres besoins en énergie. Il estime ainsi que l'un des principaux défis consiste à améliorer l'efficacité énergétique et la décarbonation, afin de libérer davantage de capacités pour les exportations. Sur ce terrain, la Belgique estime disposer de technologies et d'une expertise susceptible d'accompagner l'Algérie, y compris à travers de nouveaux investissements dans le domaine de la décarbonation et de l'utilisation efficiente de l'énergie.

EXPORTATIONS AGRICOLES

La qualité, clé de l'accès aux marchés européens

La participation de l'Algérie, en qualité d'invitée d'honneur, au Salon international de l'agriculture et de l'alimentation AGRA 2026 en Slovénie met en lumière les potentialités du produit agricole national et les perspectives d'ouverture de nouveaux débouchés en Europe. Au-delà de la promotion des exportations, cette présence constitue une opportunité pour renforcer les partenariats économiques, rapprocher les opérateurs des deux pays et faire davantage le lien entre la production, la recherche scientifique et l'innovation. La présence algérienne à AGRA 2026, avec 19 opérateurs économiques, a suscité un intérêt marqué auprès des visiteurs, professionnels et opérateurs étrangers. Des rencontres bilatérales ont notamment permis d'examiner de nouvelles possibilités de coopération

et de partenariat dans l'agriculture, les industries agroalimentaires et les activités connexes. Pour Tarek Hartani, directeur de l'École supérieure d'agriculture, cette participation doit toutefois être considérée comme une vitrine de l'économie nationale et appelle à une sélection rigoureuse des entreprises et des produits appelés à représenter l'Algérie à l'étranger. « Le bon choix des exposants constitue l'image du pays et l'image de l'économie nationale », souligne-t-il dans un entretien accordé à la Télévision nationale. Il estime que la progression qualitative de la production agricole algérienne, notamment dans l'huile d'olive, les dattes, le miel, les fruits et les produits de terroir, offre des perspectives importantes sur les marchés extérieurs. Pour le directeur de l'École supérieure

d'agriculture, l'Algérie dispose d'un avantage lié à la qualité de plusieurs de ses productions. Les caractéristiques naturelles des différentes régions agricoles, combinées aux techniques de production utilisées, peuvent permettre au produit national de se différencier sur les marchés internationaux. Il cite notamment la qualité des sols et les conditions climatiques comme des facteurs déterminants dans la qualité des fruits et légumes. Certaines régions, à l'image de Biskra et d'El Oued, disposent ainsi, selon lui, d'atouts qui confèrent une valeur particulière à leurs productions. « Il existe une valeur compétitive supplémentaire », affirme Tarek Hartani, relevant que certains produits agricoles algériens peuvent présenter des caractéristiques particulièrement recherchées par les consommateurs européens.

Tarek Hartani estime nécessaire d'accompagner les exportateurs algériens dans les procédures de certification et de conformité, indispensables pour répondre aux exigences des marchés internationaux. « Il faut également accompagner les exportateurs ou les opérateurs économiques en matière de certification des produits », explique-t-il, estimant que les laboratoires universitaires peuvent apporter une contribution importante à la reconnaissance de la qualité des productions agricoles algériennes. Cette dimension apparaît d'autant plus importante que la conquête des marchés européens ne dépend pas uniquement du produit lui-même, mais également de toute la chaîne qui l'accompagne : conditionnement, stockage, chaîne du froid, transport, traçabilité et certification.

Quotidien économique

Les Enjeux
Eco

Édité par la
SARL
Les enjeux Eco
Tel: 06 98165554

Gérant

Belmihoub
Abdelaziz

Directeur de
publication

Radji Zahir

Siège social

Maison de la presse
01, rue Bachir Attar
Sidi M'hamed Alger
email: lesenjeuxeco@gmail.com

ccb : BDL 005
001700000003889 09

Impression

Centre : SIA

Distribution

Centre:
les enjeux Eco

«Pour votre publicité, s'adresser à : L'Entreprise Nationale
de Communication, d'Édition et de Publicité»
Agence ANEP 01, avenue Pasteur, Alger
Téléphone : 020 05 20 91 / 020 05 10 42
Fax : 020 05 11 48 - 020 05 13 45 - 020 05 13 77
E-mail: agence.regie@anep.com.dz
programmation.regie@anep.com.dz
agence.oran@anep.com.dz
agence.annaba@anep.com.dz
agence.ovargla@anep.com.dz
agence.constantine@anep.com.dz

MARCHÉ GAZIER EUROPÉEN

L'Algérie renforce sa position

Le marché européen du gaz par gazoduc a retrouvé des couleurs en juillet 2026, et l'Algérie y occupe une place centrale. Selon les données du Forum des pays exportateurs de gaz (GECF), les livraisons algériennes constituent en effet le principal moteur de la croissance des approvisionnements européens depuis le début de l'année.

Par Selma R.

Les importations européennes de gaz par gazoduc ont atteint 12,7 milliards de mètres cubes en juillet 2026, soit environ 411 millions de m³ par jour. Ce volume traduit une progression de 2 % sur un an et un bond de 6,7 % par rapport au mois de juin, où 11,9 milliards de m³ avaient été acheminés. Sur l'ensemble des sept premiers mois de 2026, le total importé s'élève ainsi à 86 milliards de m³, en hausse de 3 % en rythme annuel. Or le rapport est sans ambiguïté sur l'origine de cette dynamique, puisque c'est l'augmentation continue des approvisionnements en provenance d'Algérie qui tire la croissance nette des importations européennes tout au long de l'année. Ces volumes demeurent toutefois très inférieurs à ceux enregistrés sur la même période en 2021, avant le déclenchement du conflit russo-ukrainien, ce qui montre que le marché européen n'a pas encore totalement compensé la rupture des approvisionnements russes. Cette dynamique se confirme à l'échelle régionale, où la performance algérienne tranche nettement avec celle de son voisin libyen. Alger a en effet vu ses livraisons par gazoduc progresser de 13 % vers l'Espagne et de 5 % vers l'Italie, deux marchés stratégiques pour ses exportations gazières,

tandis que la Libye a subi à l'inverse un effondrement de ses flux vers l'Italie, en chute de 61 %. Ce contraste accentue encore le poids relatif de l'Algérie parmi les fournisseurs nord-africains de l'Union européenne. Cette montée en puissance s'inscrit par ailleurs dans un paysage où la Norvège reste également active, avec une croissance de 10 % de ses exportations vers la Pologne et la France, une quasi-stabilité vers l'Allemagne et la Belgique, mais un recul de 12 % vers les Pays-Bas. La Russie, de son côté, a vu ses livraisons progresser de 3 % sur les sept premiers mois, tandis que l'Azerbaïdjan enregistre une hausse de 2 %. Le Royaume-Uni a quant à lui acheminé près de 5 milliards de m³ de gaz regazéifié vers le continent via ses interconnexions transfrontalières, en progression de 17 % sur un an. Du côté des pays receveurs, l'Allemagne conserve sa place de premier importateur de gaz par gazoduc de l'Union européenne. Fait notable, la France est quant à elle passée devant la Belgique pour devenir le deuxième point d'entrée majeur du gaz par gazoduc sur les sept premiers mois de l'année. De manière générale, les importations ont progressé sur la quasi-totalité des points d'entrée régionaux, à la seule exception notable des Pays-Bas, où plusieurs fournisseurs, dont la Norvège, ont réduit leurs volumes.

CONSOMMATION GAZIÈRE

La gestion de la demande des grands consommateurs examinée

Le ministre d'Etat, ministre des Hydrocarbures, Mohamed Arkab, et le ministre de l'Energie et des Energies renouvelables, Mourad Adjal, ont tenu, mercredi, une réunion de coordination sur la gestion de la demande des grands consommateurs de gaz à l'échelle nationale, indique un communiqué

du ministère de l'Energie. Cette réunion, tenue au siège du ministère de l'Energie et des Energies renouvelables en présence de cadres des deux départements ministériels, a été consacrée à l'examen du "dossier de la gestion de la demande des grands consommateurs d'énergie gazière à l'échelle

nationale, en tant que dossier stratégique de développement contribuant au renforcement de l'efficacité des politiques publiques en matière d'énergie et de rationalisation de sa consommation", précise la même source. Cette rencontre a également été l'occasion de discuter des moyens permettant d'amé-

liorer les indicateurs d'efficacité énergétique et de garantir une utilisation optimale des ressources énergétiques nationales, en adéquation avec les exigences d'un développement socioéconomique durable, tout en renforçant la sécurité énergétique à moyen et long terme, ajoute le communiqué. APS

AFRIQUE/
HYDROCARBURES
Lancement de la
première
plateforme
continentale pour
promouvoir le
contenu local

La première plateforme panafricaine des appels d'offres du secteur énergétique du continent, créée par l'Organisation des producteurs de pétrole africains (APPO), a été officiellement lancée mercredi, avec pour but de favoriser l'accès des entreprises locales aux marchés énergétiques, a annoncé l'organisation. Cette plateforme devra permettre au continent de capter davantage de valeur ajoutée, de renforcer ses capacités industrielles et de créer des opportunités équitables au profit des entreprises africaines, a précisé l'organisation sur son site web. La mise en place de cette plateforme interactive, s'inscrit dans le cadre des efforts de l'APPO visant à favoriser le contenu local dans les appels d'offres du secteur énergétique, a-t-on souligné. Dans une récente déclaration, le secrétaire général de l'APPO, l'Algérien Farid Ghezali, avait indiqué que la plateforme des appels d'offres du secteur énergétique du continent devait notamment permettre de recenser les entreprises africaines et de publier des appels d'offres ouverts en priorité aux sociétés du continent. Le secrétaire général de l'APPO a également expliqué que cet outil devrait aboutir à un véritable bulletin africain des appels d'offres, à l'image du Bulletin des appels d'offres du secteur de l'énergie et des mines (BAOSEM) en Algérie. Il avait souligné, à ce propos, que l'Afrique dispose de compagnies nationales, publiques et privées, disposant de compétences leur permettant de réaliser de grands projets industriels conformément aux standards internationaux. L'objectif est aussi de promouvoir les PME locales, aux côtés des grands groupes africains, tout en contribuant à l'émergence d'une chaîne de sous-traitance locale. Créée en 1987 à l'initiative de l'Algérie et de plusieurs pays africains producteurs de pétrole, l'APPO compte actuellement 18 Etats membres.

R. E.

PRÉPARATIFS DE LA RENTRÉE SOCIALE

Le ministère de l'Énergie accélère le suivi des dossiers de Sonelgaz

Par Réda Hadi

À quelques jours de la rentrée sociale 2026-2027, le ministère de l'Énergie et des Énergies renouvelables renforce le suivi des principaux dossiers relevant du secteur, avec une attention particulière accordée à la gestion du groupe Sonelgaz et à la préparation des échéances de la prochaine rentrée. Le ministre Mourad Adjal a présidé, mercredi 26 août à Alger, une réunion consacrée à l'examen de plusieurs dossiers liés à l'activité du secteur et à l'évaluation de la mise en œuvre des décisions prises lors des précédentes rencontres. Tenue au siège du ministère en présence de cadres centraux et de plusieurs responsables et cadres dirigeants de Sonelgaz, cette réunion s'inscrit dans le cadre du suivi périodique des activités du sec-

teur et du renforcement des mécanismes de coordination entre ses différentes structures. Les discussions ont notamment porté sur des dossiers de gestion au niveau du groupe Sonelgaz, ainsi que sur l'état d'avancement des procédures engagées en prévision de la rentrée sociale 2026-2027. La rencontre a également constitué une occasion de faire le point sur les dossiers de partenariat et de coopération extérieure, qui occupent une place croissante dans la stratégie de développement du secteur énergétique. Le ministre a ainsi appelé les responsables concernés à assurer un suivi régulier de ces dossiers et à veiller à leur traitement dans les délais impartis, dans le respect des orientations arrêtées par les pouvoirs publics. Une partie importante des travaux a été consacrée à l'évaluation de l'application des directives et recommandations for-

mulées lors des réunions précédentes. Cette démarche vise à mesurer concrètement le niveau d'exécution des décisions, à identifier les éventuelles difficultés rencontrées et à prendre les mesures nécessaires pour accélérer le règlement des dossiers encore en suspens. Dans ce cadre, Mourad Adjal a donné une série d'instructions destinées à améliorer l'efficacité du traitement des dossiers et à réduire les délais liés aux procédures administratives et techniques. Le ministre a particulièrement insisté sur la nécessité d'une coordination renforcée entre les différentes structures du ministère, Sonelgaz et les établissements concernés, considérant que la fluidité des échanges et la complémentarité des interventions constituent des conditions essentielles pour atteindre les objectifs fixés. Le suivi des dossiers liés à Sonelgaz revêt

une importance particulière au regard du rôle central du groupe dans la production, le transport et la distribution de l'électricité et du gaz. À l'approche de la rentrée sociale, la mobilisation des structures du secteur doit permettre d'anticiper les besoins supplémentaires en énergie et d'assurer la continuité et la qualité des services fournis aux citoyens et aux différents secteurs d'activité. Les préparatifs de la rentrée 2026-2027 constituent ainsi un autre volet prioritaire de la feuille de route examinée lors de la réunion. Le ministre a insisté sur la nécessité de poursuivre un suivi rigoureux des mesures engagées afin de garantir le respect des engagements et des objectifs arrêtés. Cette démarche doit notamment permettre d'assurer une meilleure anticipation des besoins et une coordination efficace entre les différents intervenants.

CÉRÉALES
Les cours du blé en net recul sur le marché européen

Les contrats à terme sur le blé européen ont fortement reculé, mardi, le marché évaluant les chances d'une avancée diplomatique pour atténuer les perturbations liées à l'approvisionnement à travers la mer Noire. L'échéance décembre sur Euronext, le contrat le plus actif, a clôturé en baisse à 236,75 euros la tonne. Lundi, le contrat avait égalé son plus haut niveau de quatre semaines à 242 euros la tonne.

APS

AUTOMOBILE
Volkswagen annonce la suppression de 50.000 emplois

Le président du directoire du groupe automobile allemand Volkswagen, Oliver Blume, a annoncé, mardi, un plan social comprenant la suppression de 50.000 emplois, dont environ la moitié concerne les sites industriels en l'Allemagne. Ce deuxième plan social, adopté après celui de 2024, face à la crise qui frappe le premier constructeur automobile européen, a été présenté lors d'une assemblée du personnel au siège du groupe aux dix marques à Wolfsburg (nord). "A ce jour, environ la moitié du besoin d'adaptation concerne l'Allemagne, l'autre partie l'international - au total dans quelque 170 sociétés", a-t-il déclaré. Autre annonce, le directoire continuera, selon lui, "à miser autant que possible" sur des départs volontaires - notamment à la retraite, des accords à l'amiable, ainsi qu'une "politique d'embauche restrictive". "Nous définirons les mesures concrètes en concertation avec les représentants des salariés", a-t-il rassuré, devant quelque 10.000 salariés réunis dans une grande salle. Les syndicats exigent des garanties sur les investissements promis, les futurs modèles et la charge de travail des usines allemandes, accusant la direction de remettre en cause certains engagements pris lors des accords conclus en 2024.

APS

MONNAIES

Léger recul du dollar dans un marché attentiste

Le dollar s'affiche en légère baisse mardi, les opérateurs se montrant prudents avant des rendez-vous macroéconomiques majeurs. Vers 18H00 GMT, le billet vert lâchait 0,09% face à la monnaie unique européenne, à 1,1672 dollar pour un euro, et perdait 0,11% face à la devise britannique, à 1,3646 dollar pour une livre. "Le marché des changes semble marquer le pas dans l'attente de l'indice d'inflation PCE demain et de la conférence de Jackson Hole vendredi", selon des analystes. Les cambistes patientent

avant le coup d'envoi de ce rendez-vous annuel des banquiers centraux, lors duquel Kevin Warsh, le nouveau président de la Réserve fédérale (Fed), y prononcera son premier discours. Cette prise de parole sera scrutée pour tout indication sur la trajectoire monétaire de l'institution. Le dollar canadien augmentait légèrement (+0,11%) face au billet vert après qu'Ottawa a annoncé une riposte aux droits de douane américains touchant le pays depuis samedi.

APS

ACTIVITÉS DE LA COLONIE DE VACANCES
DES JEUNES LAURÉATS ET INNOVATEURS

Une délégation de jeunes Algériens à Nouakchott

Une délégation de jeunes Algériens participe, à Nouakchott (Mauritanie), aux activités de la colonie de vacances des jeunes lauréats et innovateurs pour l'année 2026, dans le cadre de la consolidation des espaces d'échange et de communication entre les jeunes des deux pays, indique hier un communiqué du ministère de la Jeunesse. "A l'invitation du ministère mauritanien de l'Autonomisation des jeunes, de l'Emploi, des Sports et du Service civique, une délégation de jeunes Algériens participe aux activités de la colonie de vacances des jeunes lauréats et innovateurs, organisée du 25 au 30 août dans la capitale Nouakchott, sous le slogan +L'autonomisation des jeunes commence par l'éducation+", précise le communiqué. Le camp réunit "36 jeunes Mauritaniens des deux sexes parmi les lauréats et les innovateurs, ainsi que la délégation de jeunes Algériens, composée des lauréats aux festivals nationaux organisés par le ministère de la Jeunesse au cours de l'année 2026, dans un espace destiné aux jeunes visant à développer les capacités, à

forger les compétences, à renforcer l'esprit d'initiative et le travail collectif, et à ouvrir de plus larges perspectives d'échange d'expériences et d'expertises entre les jeunes des deux pays frères". Le programme du camp comprend "un éventail varié d'activités de formation, culturelles et sportives, en sus de visites de terrain, et une exposition consacrée à la créativité et à l'innovation, permettant aux participants d'apprendre, d'interagir et de mettre en avant leurs expériences et leurs talents dans différents domaines". La participation algérienne à ce rendez-vous intervient en application des instructions du ministre de la Jeunesse, chargé du Conseil supérieur de la jeunesse (CSJ), Mustapha Hidaoui, pour réaffirmer l'importance qu'accorde l'Algérie au "renforcement de la coopération dans le domaine de la jeunesse avec la République islamique de Mauritanie, et à la consolidation des espaces d'échange et de communication entre les jeunes des deux pays, en harmonie avec la profondeur des relations fraternelles et historiques unissant les deux peuples frères".

Elle constitue également une opportunité de "mettre en avant l'expérience de la jeunesse algérienne, ainsi que ses talents, ses compétences et ses potentialités, en vue de faire connaître les initiatives et programmes qui accompagnent les jeunes et soutiennent leurs parcours d'excellence, de créativité et d'innovation, tout en leur permettant de découvrir l'expérience mauritanienne et d'échanger les points de vue et expériences avec leurs homologues". Dans une allocution prononcée à l'occasion de l'ouverture de cette manifestation, le ministre mauritanien de l'Autonomisation des jeunes, de l'Emploi, des Sports et du Service civique, Mohamed Abdallahi Ould Louly, a estimé que la participation de la délégation algérienne "incarne la solidité des relations fraternelles et historiques entre l'Algérie et la Mauritanie" et apporte "une valeur ajoutée qualitative au camp, à même de renforcer la communication et la coopération entre les jeunes des deux pays".

R E/APS

SALON AGRA 2026

SIPSA FILAHA renforce le partenariat agricole algéro-slovène

Avec l'Algérie comme pays invité d'honneur, SIPSA FILAHA consolide le rôle stratégique du pays en tant que hub régional entre l'Afrique, l'Europe et la Méditerranée. La participation de SIPSA FILAHA au salon AGRA 2026 en Slovénie, où l'Algérie est mise à l'honneur en tant que pays invité d'honneur, confirme l'orientation du salon vers la construction de partenariats agricoles et économiques concrets. Dépassant le cadre des simples échanges commerciaux, cette initiative vise à promouvoir l'investissement, le transfert d'expertise et l'interconnexion des marchés entre les deux régions. Cette dynamique positive s'est concrétisée par la signature d'une convention de coopération stratégique avec POMURSKI SEJEM d.o.o.. Ce partenariat permettra de renforcer la pro-

motion croissante des événements et opportunités économiques entre l'Algérie et la Slovénie, favoriser le partage d'expériences et de savoir-faire technologique et agricole et créer des passerelles directes entre les entreprises et les professionnels algériens et slovènes. À travers cette initiative, SIPSA FILAHA continue de consolider le positionnement de l'Algérie en tant que plateforme régionale et carrefour stratégique reliant l'Afrique, l'Europe et le bassin méditerranéen. Ce rapprochement ouvre de nouvelles perspectives aux investis-

seurs et acteurs économiques au sein d'un marché agricole et agroalimentaire à fort potentiel. À l'approche de sa 25^e édition, le salon SIPSA FILAHA affirme plus que jamais son rôle d'outil stratégique majeur au service de l'investissement et le partenariat agro-industriel, l'innovation et le transfert de technologies avancées et la construction de chaînes de valeur agricoles durables et résilientes.

R E.

Mercuriale

وزارة التجارة الداخلية وضبط السوق الوطنية
MINISTERE DU COMMERCE INTERIEUR
ET DE LA REGULATION DU MARCHÉ NATIONAL

وزارة الفلاحة والتنمية الريفية والصيد البحري
MINISTERE DE L'AGRICULTURE,
DU DEVELOPEMENT RURAL ET DE LA PECHE

عرض أسعار البيع بالتجزئة للمواد الفلاحية واسعة الاستهلاك ليوم 24 أوت 2026
Mercuriale des prix des produits agricoles de large consommation, date: 24 Août 2026

Prix du détail ¹		أسعار التجزئة ¹			المنتجات	
DA / Kg		دج / كلف				
Produits	معدل Moyenne	أعلى Maximum	أدنى Minimum			
Légumes frais	Pomme de terre	104	116	91	البطاطا	خضر طازجة
	Tomate	81	97	64	الطماطم	
	Oignon sec	82	92	72	البصل الجاف	
	Ail sec	738	846	630	الثوم الجاف	
	Carotte	121	136	106	الجزر	
	Navet	174	199	148	اللفت	
	Poivron	134	150	117	القلقل الاخضر	
	Piment	144	166	121	القلقل الحار	
	Courgette	95	110	80	الكوسة	
	Haricot vert	222	250	194	الفاصولياء الخضراء	
	Laitue	124	139	109	الخس	
Fruits frais	Pomme locale	416	519	312	التفاح المحلي	فواكه طازجة
	Datte	514	629	399	التمر	
	Banane	717	747	687	الموز	
	Melon	89	103	74	البطيخ الاصفر	
	Pastèque	73	84	61	البطيخ الاحمر	
Produits d'origine animale	Viande bovine locale	2086	2235	1936	لحم البقر المحلي	المنتجات ذات الأصل الحيواني
	Poulet de chair	505	520	490	الدجاج	
	Œufs (Unité)	20	21	18	البيض (وحدة)	
	Lait de vache (Litre)	99	105	92	حليب البقر (لتر)	

Dernière composition de DZAIRINDEX

Libellé de la valeur	Code	Ouverture	Clôture	Var %	Ecart Mensuel %	Ecart Annuel %	per	Rend Net %	Volume transigé	Valeur transigée DA
ALLIANCE ASSURANCES	ALL	345,00	345,00	0,00	3,34	-6,06	7,35	7,54	4635	1 599 075,00
AYRADE	AYRD	815,00	NC	0,00	0,13	0,24	116,43	-	0	0,00
BANQUE DE DEVELOPPEMENT LOCAL	BDL	1 400,00	1400,00	0,00	0,01	-0,16	7,56	7,64	5715	8 001 000,00
BIOPHARM	BIO	2 514,00	2514,00	0,00	0,05	1,09	6,68	6,36	1000	2 514 000,00
CREDIT POPULAIRE D'ALGERIE	CPA	2 049,00	2049,00	0,00	-1,01	-7,11	8,49	8,54	7175	14 701 575,00
EGH El Aurassi	AUR	360,00	NC	0,00	0,00	-2,01	4,55	-	0	0,00
SAIDAL	SAI	411,00	431,00	+4,87	2,64	2,90	1,19	8,12	530	228 430,00

À l’heure de l’IA, qui racontera l’Algérie si nous ne la documentons pas ?

Une offre reçue par mail pour acquérir l'Universalis sur une clé USB m'a ramené à ma Britannica, achetée sur ma bourse d'étudiant, puis à Al Maârif, acquise pour mes enfants et pour renouer moi-même avec le savoir en arabe. Mais très vite, une autre question a pris le dessus, bien plus grande que le choix entre le papier et le numérique.

2^e partie

Par Dr Ali Kahlane (*)

Ce que Wikipédia dit de l'Algérie devient, mécaniquement, une part importante de ce que les machines « savent » de l'Algérie. Et c'est ici que notre situation devient sérieuse voire alarmante. Le Wikipédia sur l'Algérie est aujourd'hui rédigé et consulté d'abord en français. Le trafic Wikimedia depuis l'Algérie penche historiquement vers le français ; la version arabophone reste en retrait, et la version en tamazight est embryonnaire. Or ce français dans lequel l'Algérie se documente n'est pas neutre : une large part des sources de référence qu'il mobilise reste structurée par un regard extérieur, hérité d'une longue tradition d'écriture sur l'Algérie plutôt que depuis l'Algérie. Le résultat est un paradoxe cruel : tout compte fait l'Algérie se raconte massivement aux machines dans la langue et à travers les sources de l'ancien colonisateur. Mais ce point aveugle est aussi, si on le retourne, notre plus formidable levier. Suivons la mécanique : • Les IA sur-pondèrent Wikipédia à l'entraînement. • Lorsqu'elles cherchent en temps réel une information « fiable » sur un pays, elles sont algorithmiquement orientées vers Wikipédia et les sources qu'elle cite. • Donc celui qui écrit le Wikipédia algérien n'alimente pas seulement des lecteurs : il alimente tous les modèles du monde aussi bien algériens qu'étrangers. C'est le meilleur rapport de force que l'Algérie puisse trouver dans toute la chaîne de l'IA. Wikipédia est peut-être le seul endroit où quelques milliers de contributeurs algériens déterminés peuvent corriger, d'un même geste, le biais de dizaines de modèles étrangers. Cela sera alors possible par la simple mécanique de leur recherche d'authenticité et de fiabilité. « Réécrire le Wikipédia algérien n'est pas une tâche de bénévoles passionnés. C'est un acte de souveraineté. Car cette information ne restera pas sur Wikipédia : elle remontera, mot après mot, dans toutes les intelligences artificielles du monde. » Il s'agit de faire une précision décisive, pour ne pas se tromper de combat : « Authentiquement algérien » ne veut pas dire « version officielle ». Un Wikipédia militant ou étatisé serait immédiatement disqualifié, par la communauté Wikimedia comme par les modèles eux-mêmes, qui pénalisent les sources non neutres. La force de Wikipédia, c'est précisément sa neutralité procédurale. Authentiquement algérien signifie : documenté depuis l'intérieur, à partir de sources algériennes vérifiables, dans nos langues, avec la rigueur encyclopédique. L'Algérie doit jouer à ce jeu-là et le jouer sérieusement et surtout pas le contourner. Qu'est ce que cela support concrètement : • Un effort national de contribution organisé : univer-



sités, bibliothèques, centre de recherches, think tanks, associations qui, non seulement créeront des articles mais ils feront ce qu'il faut pour les sourcer à partir de références algériennes numérisées et accessibles. • La priorité aux versions arabophone et tamazight, aujourd'hui les plus faibles : c'est là que le vide est le plus dangereux, et là que chaque article ajouté pèsera de tout son poids. • La libération, sous licence compatible, de fonds publics algériens — photographies d'archives, cartes, jeux de données, car un fait ne survit sur Wikipédia que s'il s'adosse à une source citable. • La formation de contributeurs, en effet car le problème n'est pas que le contenu : c'est le nombre de mains. L'Algérie n'a longtemps contribué qu'à une part infime des éditions mondiales. Nuançons pour rester honnêtes : les modèles étrangers ne vont pas automatiquement, à chaque requête, chercher cette information. Mais la tendance est forte car elle est documentée et structurée. C'est un levier à saisir mais ce n'est pas une garantie mécanique mais c'est déjà considérable. V. Le second problème : construire notre corpus national Wikipédia est la vitrine. Encore faut-il qu'il y ait, derrière, un magasin. Ce magasin, c'est le corpus national de connaissances : l'ensemble organisé de ce que l'Algérie a déjà produit ou qu'elle produit sur elle-même. C'est la réponse de fond à tout biais, c'est un chantier d'infrastructure qui se compte en années. Notre mémoire est immense, mais elle est dispersée. Elle se trouve à la Bibliothèque nationale, au Centre national des archives, dans les bibliothèques universitaires, les laboratoires, les administrations, les musées, les médias, les maisons d'édition. Elle se trouve aussi auprès des familles, des chercheurs, des photographes, des collectionneurs privés et, aussi souvent, dans des institutions étrangères et

même auprès de la diaspora. Mais nous ne partons pas de zéro. Le CERIST porte déjà plusieurs infrastructures importantes — le SNDL, l'ASJP, le PNST, le Catalogue collectif algérien, BiblioUniv. Ces outils constituent une base solide, loin d'être négligeables, mais ils ne couvrent qu'une partie de notre mémoire collective. Cette réflexion n'est pas neuve chez nous. Dès 2011, des chercheurs algériens du CERIST analysaient la place des archives ouvertes africaines dans l'accès au savoir des pays en développement [12] — posant, il y a plus de dix ans déjà, les fondations de ce qui devient aujourd'hui une question de souveraineté. Il ne suffit pas de scanner des documents. Numériser n'est que la première marche. Il faut ensuite les classer, les dater, identifier leurs auteurs, les rendre interrogeables en arabe, en tamazight, en français et en anglais, et permettre aux plateformes de communiquer entre elles. Sans indexation ni description normalisée, un document numérisé reste aussi introuvable qu'un dossier oublié au fond d'une armoire. L'UNESCO, dans sa recommandation sur l'éthique de l'IA, insiste précisément sur la diversité culturelle, linguistique et informationnelle dans le développement de ces technologies. Au-delà des

principes, quelques leviers opérationnels méritent d'être posés sur la table : • Un dépôt légal numérique élargi, qui garantisse que toute production éditoriale, scientifique et médiatique algérienne entre, nativement, dans un fonds national exploitable. • Des partenariats avec la diaspora et les institutions étrangères détentrices d'archives algériennes, pour rapatrier — au moins numériquement — ce qui a été écrit sur nous hors de nos frontières. • La libération sous licence ouverte de fonds publics, afin qu'ils soient non seulement consultables, mais entraînables par des modèles. • La constitution de jeux de données de référence en darija et en tamazight, ces langues aujourd'hui invisibles pour les machines. • Un « corpus-or » validé, servant à la fois à entraîner les futurs modèles et à évaluer la justesse de tous les modèles, algériens comme étrangers, sur les sujets algériens. L'objectif n'est pas de fabriquer une vérité officielle unique. C'est de bâtir une infrastructure commune de connaissances : fiable, pluraliste, multilingue, mise à jour et exploitable, dans laquelle chaque institution conserve ses fonds, mais où les citoyens, chercheurs et machines savent enfin ce qui existe et où le trouver.

(A suivre)

Sources et repères

CARE | IDÉES & DÉBATS · ENCYCLOPÉDIES ET IA [1] Stephan M. Horak, compte rendu de The New Encyclopaedia Britannica, 15e édition, Nationalities Papers, Cambridge University Press. [2] Encyclopædia Universalis, présentation de l'édition « Universalis Numérotée ». [3] NIST, Artificial Intelligence Risk Management Framework: Generative Artificial Intelligence Profile (sur la « confabulation »). [4] Encyclopædia Universalis, configurations et fonctionnement hors connexion. [5] Harvard Business Review, « Encyclopædia Britannica's President on Killing Off a 244-Year-Old Product ». [6] CERIST, Système national de documentation en ligne et portails de l'information scientifique et technique (SNDL, ASJP, PNST, Catalogue collectif algérien, BiblioUniv). [7] UNESCO, Recommandation sur l'éthique de l'intelligence artificielle. [8] OpenAI, présentation officielle de l'abonnement ChatGPT Plus. [9] Wikimedia / Diff, données de lectorat et de contribution des projets Wikimedia en Algérie (répartition français / arabe). [10] Sur la sur-pondération de Wikipédia dans l'entraînement des grands modèles : voir Brown et al., « Language Models are Few-Shot Learners » (GPT-3, OpenAI, 2020), où Wikipédia est échantillonnée avec un poids plusieurs fois supérieur à son volume réel dans le corpus d'entraînement ; voir aussi les travaux sur la composition de MassiveText (Scaling Language Models / Gopher, DeepMind). [11] Sur le derja algérien comme langue « sous-dotée » : Boucherit & Abainia, Offensive Language Detection in Under-resourced Algerian Dialectal Arabic Language. [12] L. Chalabi, M. Dahmane, « Open access in developing countries: African open archives », Information Services and Use 31 (3-4), 111-119, 2011. [13] M. Dahmane, « Fake news et désinformation à l'ère du Web », STRATEGIA 7 (2), 06-24, 2020.

(*) expert en stratégie numérique, vice-président du Care

TÉBESSA

Ouverture d’une nouvelle auberge de jeunes à Hammamet

Une nouvelle auberge de jeunesse vient d'ouvrir ses portes dans la commune de Hammamet (Tébessa), a indiqué, mardi, le directeur de la Jeunesse et des Sports (DJS), Mustapha Hamlaoui. Le responsable a précisé, à l'APS, que ce nouvel établissement, d'une capacité de 50 lits, surplombant les montagnes de Youkous, a été baptisé du nom du défunt Moudjahid Ramdani Mohamed benyounès. Selon M. Hamlaoui, cette auberge de jeunes comprend plusieurs espaces de jeux et de loisirs, une cuisine, une salle de restauration, ainsi qu'une cafétéria et un hall d'accueil. Cet espace offre, selon le DJS, un lieu adapté à l'accueil et à l'hébergement des jeunes, ainsi qu'à l'organisation d'activités et de programmes destinés aux jeunes, qu'ils soient éducatifs, culturels, récréatifs ou sportifs.

R E.

CONSTANTINE

Réception prochaine d’un réservoir d’eau de 2.000 m3 à Béni Hamidene

Un nouveau réservoir d'eau d'une capacité de 2.000 m3, dont les travaux de réalisation ont un taux de 90%, sera prochainement réceptionné dans la commune de Béni Hamidene (wilaya de Constantine), à-on avisé mardi auprès des services de la wilaya. Cette infrastructure hydraulique permettra de renforcer les capacités de stockage et d'améliorer l'alimentation en eau potable (AEP) des habitants de cette collectivité locale, notamment ceux des zones rurales et des localités de Cheaibia et Djenen El-Bez, selon les précisions fournies par la cellule de communication de la wilaya. Les travaux portent actuellement sur les dernières opérations nécessaires à l'achèvement de l'ouvrage, dont la mise en service est prévue dans les meilleurs délais, à-on indiqués.

Agence

TIARET

Lancement des travaux de dédoublement de 3 routes nationales

Les travaux de dédoublement de trois tronçons des routes nationales RN14, RN23 et RN40 ont débuté dans la wilaya de Tiaret, à-on appris mardi auprès du directeur des Travaux publics, Salah Ali.

Le responsable a précisé que ces projets, inscrits au programme d'investissement dont le secteur a trait au titre de l'année 2026, présage sur le dédoublement de plusieurs tronçons routiers sur une distance totale de 42 km, pour une enveloppe financière de 9,3 milliards de dinars. Le premier projet concerne le dédoublement de la RN40, sur le tronçon dépendant de la ville de Dahmouni au village « Si El Haouas », dans la commune de Sebaïne, en direction de la wilaya de Djelfa. Les travaux portent sur 20 km, pour un montant de 3,4 milliards de dinars. Le deuxième projet porte sur le dédoublement du tronçon dépendant Dahmouni au village « Taslemt », dans la commune de Sebaïne, en direction de la wilaya de Tissemsilt. D'une longueur de

10 km, ce projet est doté d'une enveloppe de 1,4 milliard de dinars. Le troisième projet consiste en le dédoublement de 12 km de la RN23, depuis la commune de Guertoufa jusqu'au village « Tamda », en direction de la wilaya de Relizane, pour un montant de 4,5 milliards de dinars. Les travaux comprennent notamment la réalisation de plusieurs ouvrages d'art destinés à assurer le franchissement des oueds, d'ouvrages d'évacuation des eaux pluviales et d'autres infrastructures permettant le passage des différents réseaux et canalisations. Ils maîtrisent également les travaux de terrassement, de remblaiement et d'aménagement des routes, ainsi que la réalisation des couches de roulement en béton bitumineux, selon les explications fournies par le responsable.

Ces projets, qui revêtent un caractère stratégique pour la wilaya, visent à moderniser le réseau routier et à améliorer la fluidité de la circulation. Ils devraient contribuer à dynamiser les échanges économiques et commerciaux et à faciliter les déplacements des citoyens entre les différentes régions, d'autant que la wilaya de Tiaret constitue un axe de transit important dépendant des quatre régions du pays. Par ailleurs, l'étude technique relative au dédoublement de la RN23, sur le tronçon dépendant des villes de Sougueur et Aïn Dheb, sur une distance de 46 km, a également été lancée. Cette étude est dotée d'une enveloppe de 18,2 millions de dinars et sa réalisation doit s'étaler sur une durée de six mois, selon la même source.

LAGHOUAT/POMME DE TERRE

Une récolte prévisionnelle de plus d’un million de qx attendue cette saison

Une production de plus de 1,2 million de quintaux (QX) de pomme de terre est attendue dans la wilaya de Laghouat au titre de la campagne de récolte lancée cette semaine dans la région dans le cadre de l'actuelle saison agricole, à-on informé des services de la wilaya. Cette production prévue sur une surface ensemencée de près de 3.700 ha, localisées au niveau des territoires des wilayas de Laghouat et d'Aflou, avec un rende-

ment moyen de 300 Quintaux par hectare (QX/ha), traduit l'essor de cette filière dans la région et les importantes potentialités dont elle renferme en matière de développement des cultures stratégiques. Cette récolte foisonnante dans la région devrait soutenir le marché national en ce produit de grande consommation et assurer une stabilité des prix à la satisfaction des citoyens et encourager l'investissement agricole dans la région.

Le wali de Laghouat, Mohamed Benmalek, s'est, lors du lancement de la campagne de récolte au niveau de la région agricole El-Guentra, commune de Tadjmout, enquêté sur les préoccupations des promoteurs agricoles, avant de souligner leur accompagnement par la solution des contraintes entravant les opérations de récolte et de commercialisation. Le chef de l'exécutif de la wilaya de Laghouat a mis l'accent sur le nécessaire respect des normes

de stockage du produit dans des conditions appropriées en vue d'une meilleure conservation de la récolte et de l'approvisionnement régulier des marchés en ce produit. Cette série de mesures s'inscrit au titre du renforcement du suivi sur terrain de la production agricole, la valorisation des atouts dont dispose la wilaya de Laghouat dans l'optique de contribuer à la réalisation de la sécurité alimentaire nationale.

R E.

TISSEMSILT

Relogement de 20 familles à Theniet El Had

Vingt (20) familles ont été relogées dans de nouveaux logements mardi dans la commune de Theniet El Had, dans la wilaya de Tissemsilt, à-on avisé auprès de la cellule d'information et de communication de la wilaya. Selon la même source, cette opération, supervisée par les services de la wilaya en coordination avec les différents organismes concernés et mobilisant les moyens humains et

matériels nécessaires, a concerné les familles qui occupaient des habitations précaires dans les quartiers de "Haouch Tassili", "Sidi Abdelkader" et "Amrouna". Elles ont acquis de nouveaux logements dans la même commune. La démolition des anciennes habitations a été entamée dès l'achèvement de l'opération de relogement. Cette démarche permettra de récupérer des assiettes foncières urbaines qui

pourront être destinées à la réalisation de nouveaux projets de développement et d'habitat, précise-t-on. La même source a souligné que les efforts des autorités locales se poursuivent pour mettre en œuvre les programmes d'habitat prévus, notamment ceux visant à éradiquer l'habitat précaire, tout en poursuivant les opérations d'amélioration du cadre urbain conformément

aux délais fixés. Pour rappel, plus de 600 logements ont été distribués en 2025 dans le cadre du programme d'éradication de l'habitat précaire dans la wilaya de Tissemsilt. Cette opération a permis de récupérer des assiettes foncières d'une superficie de plus de 77 hectares, qui pourront accueillir de nouveaux projets de logements.

APS

ORAN

13 nouveaux bus affectés pour le transport urbain à Arzew

La commune d'Arzew, située à l'est d'Oran, a récemment été renforcée par 13 nouveaux bus de transport urbain relevant de l'Etablissement public de transport urbain et suburbain d'Oran (ETO), afin de consolider la desserte des différents quartiers d'habitation, indiqué à la Direction des transports de la wilaya d'Oran. Ces nouveaux bus permettront d'ouvrir et de renforcer plusieurs lignes au départ du centre-ville d'Arzew vers différents quartiers, notamment le Centre-ville (Lalla Kheira) – quartier Ahmed Zabana – quartier Emir Abdelkader, le Centre-ville (Lalla Kheira) – quartier Gourine Bachir – quartier

El Mohgoun, Centre-ville (Lalla Kheira) – quartier Colonel Othmane et le Centre-ville (Lalla Kheira) – El Ayayda. Deux bus supplémentaires ont également été affectés au renforcement de la ligne Arzew – Bethioua, ainsi qu'un autre bus supplémentaire durant la saison estivale afin d'assurer un service de transport nocturne vers le quartier Colonel Othmane, à Arzew, précise la même source. Selon la Direction des transports, cette opération de renforcement du parc de transport urbain à Arzew répond aux demandes des citoyens résidant dans ces secteurs, avec pour objectif de faciliter leurs déplacements et d'améliorer

les conditions du transport urbain. Dans ce cadre, la commune d'Arzew a mis à disposition un espace provisoire destiné à accueillir ces nouveaux bus au sein du complexe sportif de proximité du quartier El Hadayek. Cette mesure permettra à l'ETO d'ouvrir son unité au niveau de la ville d'Arzew, en attendant l'achèvement des travaux d'aménagement du dépôt destiné à ces bus, situé en face du siège de la daïra d'Arzew, souligne-t-on encore. Par ailleurs, afin d'améliorer les conditions d'attente des usagers, 15 arrêts de bus ont commencé à être installés dans les quartiers Gourine Bachir, El Mohgoun, Ahmed Zabana et Emir Abdel-

kader. Onze autres nouveaux arrêts seront également aménagés le long du front de mer, depuis la plage d'El Manara jusqu'au quartier Colonel Othmane, afin d'accompagner le renforcement du service de transport dans cette zone. Pour rappel, l'Etablissement public de transport urbain et suburbain (ETO) a été renforcé par 200 nouveaux bus de moyenne et grande capacité, dans le cadre de la mise en œuvre du programme du président de la République, M. Abdelmadjid Tebboune, portant sur le renouvellement du parc national de transport.

R E.

Embargo à Cuba : après le pétrole, l'asphyxie alimentaire ?

Après avoir asphyxié Cuba sur le terrain pétrolier, Washington resserre à présent l'étau sur son assiette. En visant, en juillet dernier, l'importateur d'État GECOMEX et l'opérateur portuaire GEMAR, l'administration Trump s'en prend directement à la capacité de l'île à produire, transformer et importer sa propre nourriture. La stratégie est limpide : faire de la dépendance alimentaire cubaine un levier de pression politique, quitte à aggraver une crise déjà qualifiée de « Gaza silencieuse » par une délégation du Congrès. Entre effondrement des rendements agricoles et promesses inabouties de l'agroécologie, c'est la souveraineté alimentaire de l'île qui s'effondre.

2^{ème} partie et fin

Par Logan McMillen, traduction Alexandra Knez.

Les rendements étaient également en baisse depuis quelques années avant que les États-Unis ne prennent le contrôle du gouvernement vénézuélien en janvier, déclenchant ainsi la crise actuelle. Entre 2018 et 2023, la récolte nationale de cultures de base telles que le riz a chuté de plus de 50 %. La filiale américaine du Programme alimentaire mondial estime que Cuba dépend désormais des importations agricoles pour couvrir 70 à 80 % de ses besoins.

Ce chiffre peut sembler modeste, mais il est important de garder à l'esprit que toutes les calories ne se valent pas. Depuis toujours, Cuba est autosuffisante à 90 % en fruits et légumes, qui regorgent de vitamines et de fibres mais contiennent très peu de protéines. Or, Cuba produit désormais moins de 1 % de la volaille qu'elle consomme, et son secteur porcin s'est récemment effondré.

Selon les estimations du Haut-Commissariat des Nations unies aux droits de l'homme, publiées dans un rapport de juin, le blocus pétrolier actuel a réduit la production agricole nationale de 60 %, aggravant encore la situation. « Le carnet de rationnement est désormais vide », déclare Helen Yaffe. Les sanctions annoncées en juillet risquent d'aggraver encore cette situation. Les coopératives et les agriculteurs familiaux gèrent aujourd'hui environ 69 % des terres agricoles cubaines, même si tous ne recourent pas à des pratiques agricoles durables. Beaucoup continuent de dépendre de méthodes d'irrigation fonctionnant à l'essence et au diesel. Et bien que l'usage de biofertilisants et de biopesticides, en remplacement des dérivés de combustibles fossiles, soit très répandu, ceux-ci nécessitent des moyens de transport fiables pour acheminer les cultures vivantes des laboratoires vers les champs isolés avant qu'elles ne se détériorent – ce qui est pratiquement impossible compte tenu du blocus énergétique brutal imposé par les États-Unis.

Les estimations varient, mais les partisans de cette approche affirment que la généralisation des pratiques agroécologiques pourrait réduire la dépendance aux importations agricoles de 35 à 40 %. D'autres estiment qu'elle pourrait couvrir 70 % de l'apport calorique total de l'île. Cela contribuerait également à réduire les déficits commerciaux agricoles, que des organisations telles que le CAI considèrent comme un obstacle à une plus grande souveraineté alimentaire. Les dépenses cubaines en importations agricoles s'élevaient à 2,7 milliards de dollars en 2024, consacrées pour l'essentiel à la viande (458 millions de dollars) et aux céréales (177 millions de dollars).

Cuba doit également faire face à un voisin du nord agressif, qui non seulement limite sa capacité à commercer librement et à s'approvisionner en carburant, mais défend aussi farouchement ses marchés actuels. « Toute tentative visant à cultiver des produits alimentaires destinés à la consumma-



tion locale se heurte à l'opposition du lobby agricole américain », explique Yaffe.

Un marché tout sauf libre

Sur les importations alimentaires de Cuba, 403 millions de dollars proviennent des États-Unis, 328 millions d'Argentine et 282 millions du Brésil. Mais là encore, toutes les calories ne se valent pas : Cuba importe 85 % de son blé du Canada et, ce qui est peut-être le plus important, 80 % de sa volaille des États-Unis.

Les quartiers et cuisses de poulet surgelés constituent la source de protéines animales la plus abordable et la plus accessible dans l'alimentation cubaine. Depuis plus de dix ans, Cuba figure parmi les cinq principaux marchés d'exportation de la volaille américaine, devançant des pays autrement plus peuplés comme les Philippines et la Chine. L'an dernier, les États-Unis ont exporté vers Cuba pour 298 millions de dollars de volaille, presque exclusivement sous forme de quartiers et de cuisses de poulet surgelés. Les dernières sanctions devraient faire pencher encore davantage la balance du commerce agricole en faveur des États-Unis. Le secteur agroalimentaire canadien a peu de chances de tirer parti de la poursuite des échanges agricoles avec Cuba, évalués à 278 millions de dollars canadiens. Les entreprises doivent composer avec des risques réglementaires élevés, déjà illustrés par le cas d'une grande société minière en difficulté, contrainte de se vendre à un acquéreur américain proche de Donald Trump. À titre de comparaison, le Canada a réalisé plus de 100 milliards de dollars canadiens d'échanges agricoles en 2024, dont 62 % avec les États-Unis.

« Si vous êtes un pays tiers et que vous fournissez des biens ou des services à une partie soumise à des sanctions, vous pouvez vous-même faire l'objet de sanctions », explique Robert Muse, éminent avocat spécialisé dans la législation et la réglementation américaines relatives à Cuba. « Dans ce cas, toute personne qui vous fournit des biens

ou des services peut être soumise à des sanctions... et ainsi de suite. » Le titre III de la loi Helms-Burton, qui expose les entreprises privées à des poursuites judiciaires si elles effectuent des transactions portant sur des biens expropriés lors de la révolution cubaine, peut théoriquement être étendu à l'infini.

Outre leur volonté d'accéder au marché américain, il existe au moins une autre raison pour laquelle les entreprises ne s'opposent pas à ces risques de conformité pour tant superflus : « Le système bancaire international et la suprématie du dollar américain empêchent les entreprises de riposter », explique Helen Yaffe. Les transactions en dollars, qui représentent la majeure partie du commerce mondial, doivent en effet passer par le système bancaire américain. Cuba ne dispose donc plus que d'un seul partenaire commercial avec lequel les relations sont fluides : le pays qui tente actuellement de renverser son gouvernement. « Les entreprises américaines seront les investisseurs privilégiés dans le "nouveau Cuba" que les États-Unis tentent de faire émerger par le biais de sanctions secondaires », affirme Muse.

Façonner Cuba à l'image de pays d'Amérique latine comme le Guatemala, pris dans une relation de dépendance et d'échanges inégaux avec les États-Unis, semble bien être l'ambition ultime de l'administration Trump. Quant au rôle de l'agriculture dans cette grande stratégie, « l'influence des États-Unis sur le gouvernement cubain s'accroît à mesure que le volume des importations alimentaires vers Cuba augmente », explique Muse.

Cela pourrait expliquer en partie cette dernière série de sanctions. En maintenant les dérogations humanitaires tout en ciblant le secteur portuaire et les importateurs, les États-Unis peuvent affirmer qu'ils n'interdisent pas l'importation de denrées alimentaires à Cuba, alors même qu'ils provoquent une chute vertigineuse tant de la production nationale que des importations de denrées. « Cet effet est amplifié par les pénuries ali-

mentaires existantes. Cuba importe peut-être 16 % de ses denrées alimentaires des États-Unis, mais si l'on supprime les 84 % restants, on se retrouve face à une véritable catastrophe », explique Muse.

Pour l'instant, la plupart des pays ne sont pas disposés à compromettre leur accès au marché américain et aux systèmes de paiement et de crédit en poursuivant leurs échanges commerciaux avec Cuba. Cependant, la pression en faveur d'une alternative ne cesse de s'intensifier, alors que les politiques commerciales imprévisibles des États-Unis et leur régime de sanctions unilatérales sont de plus en plus remis en cause, dans le contexte des perturbations commerciales liées à la guerre en Iran.

« Si Cuba pouvait encore commercer avec le reste du monde, le pays pourrait prospérer », affirme Yaffe. Le gouvernement américain a tiré parti de la portée illimitée de la loi Helms-Burton et de l'hégémonie du dollar pour mettre en place un cadre réglementaire et un régime de sanctions si sévères qu'aucun acteur rationnel ne songerait à les défier.

Son blocus pétrolier a par ailleurs rendu pratiquement impossible toute souveraineté alimentaire fondée sur un modèle agricole industriel, condamnant ainsi Cuba à dépendre de l'agro-industrie américaine pour s'approvisionner en protéines bon marché. Dans le même temps, les sanctions frappant les secteurs bancaire, minier et touristique ont privé le pays des devises étrangères dont il aurait besoin pour financer sa transition vers des modèles agricoles plus durables. En d'autres termes, après avoir imposé une asphyxie générale sur l'ensemble de l'économie, ils utilisent l'arme alimentaire comme ultime moyen de pression.

Source: lvsl.fr; publié le 22/08/2026
Article originellement publié par Jacobin sous le titre « After Blocking Fuel, the US Turns to Cuba's Food Supply », traduit par Alexandra Knez pour LVSL.

EXPOSITION UNIVERSELLE
DE 2030 À RIYADH
**L'Arabie saoudite et
le BIE signent un
accord**

Le royaume d'Arabie saoudite et le Bureau international des expositions (BIE) ont signé l'Accord See relatif à l'Exposition universelle de 2030 de Riyad (« Expo 2030 Riyadh »). Cet accord établit officiellement le cadre juridique et administratif qui accompagnera les participants officiels tout au long de leur parcours jusqu'à l'exposition. La signature a eu lieu à l'occasion de la visite en France de Son Altesse royale le prince Mohammed ben Salmane ben Abdelaziz Al Saoud, prince héritier et Premier ministre d'Arabie saoudite. Ont assisté à la cérémonie S.A. le prince Faisal bin Farhan Al Saud, ministre des Affaires étrangères du royaume d'Arabie saoudite, Dimitri S. Kentzes, secrétaire général du BIE, et Talal Al-Marri, PDG d'Expo 2030 Riyadh. L'Accord See définit les conditions juridiques et administratives dans lesquelles les pays et les organisations internationales participeront à l'Expo 2030 Riyadh. Grâce à cet accord désormais en vigueur, les participants disposent du cadre officiel dont ils ont besoin pour avancer dans les différentes étapes de leur parcours de conception, de construction et d'exploitation qui les mènera jusqu'à l'exposition. Cette signature fait suite à l'approbation de l'Accord See par l'assemblée générale du BIE à Paris en juin 2026 et renforce l'engagement d'Expo 2030 Riyadh en faveur d'une approche transparente et collaborative de la participation internationale. En instituant un cadre limpide et rigoureusement défini, cet accord consolide la confiance des nations et des organisations internationales dans l'assistance et la coordination dont elles pourront bénéficier à mesure que leurs préparatifs progresseront. À propos de cette nouvelle étape, Dimitri S. Kentzes, secrétaire général du BIE, a déclaré : « La signature de l'Accord See marque une étape importante dans les préparatifs de l'Expo 2030 Riyadh. Elle renforce une nouvelle fois le cadre institutionnel qui existe entre le BIE et le royaume d'Arabie saoudite et définit les conditions et les privilèges qui accompagneront les participants officiels dans leur préparation de la prochaine exposition universelle. Les participants internationaux sont au cœur de chaque exposition universelle, et cet accord vise reflète notre engagement commun à leur fournir le cadre et le soutien nécessaires pour que leur participation à l'exposition de Riyad se solde par une réussite. »

Agence

BLÉ
**L'Egypte confirme sa place de premier
producteur du monde arabe en 2026**

Cette dynamique se traduit directement sur la facture d'importation : les importations de blé devraient reculer à 12,5 millions de tonnes, contre environ 13,2 millions de tonnes l'année précédente.

L'Egypte devance l'ensemble des pays arabes producteurs de blé, portée par l'extension des surfaces cultivées et la diffusion de variétés à haut rendement, a publié dimanche 23 août le Conseil des ministres faisant référence au dernier rapport de l'Organisation des Nations unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO) intitulé « le système mondial d'information et d'alerte rapide 2026 ». La production égyptienne devrait atteindre 10,2 millions de tonnes en 2026, contre 9,5 millions en 2025, soit une progression de 7,4 % selon le rapport de la FAO consulté par Ahraminfo. L'Egypte arrive en tête des producteurs arabes, devant le Maroc et l'Irak, avec 5 millions de tonnes chacun, suivis de l'Algérie avec environ 3,5 millions de tonnes, de la Tunisie avec 1,4 million et de l'Arabie saoudite avec 1,1 million de tonnes, selon le Conseil des ministres. La FAO estime par ailleurs que la récolte 2026 « sera supérieure d'environ 7% à la moyenne habituelle ». Cette hausse repose principalement sur l'élargissement des superficies consacrées au blé plutôt que sur une amélioration significative des rendements à l'hectare. La superficie cultivée en blé a atteint 3,76 millions de feddans (1,58 million d'hectares), en hausse de 600 000 feddans (252 000 ha) par rapport à la saison précédente.

Cette extension des terres cultivées constitue l'un des principaux leviers mobilisés par les autorités pour accroître la production nationale.

Le prix d'achat comme levier

Cette progression s'inscrit dans une politique visant à encourager les agriculteurs à consacrer davantage de terres au blé. Dès la fin août 2025, avant le début des semis, le gouvernement avait fixé le prix d'achat entre 2 250 et 2 350 livres égyptiennes par ardab (1 ardab = 150 kg), soit plus de 30% au-dessus des cours mondiaux. En avril 2026, ce prix a été relevé à 2 500 livres par ardab. À cette incitation financière s'ajoutent la distribution de semences certifiées subventionnées, la mise à disposition d'engrais et le soutien à la mécanisation agricole. Malgré cette progression de la production locale, l'Egypte reste loin de l'autosuffisance alimentaire : sa consommation annuelle de blé, comprise entre 20 et 20,5 millions de tonnes, dépasse largement sa capacité de production. Les besoins d'importation sont ainsi évalués par la FAO à 13,5 millions de tonnes, soit environ 8% au-dessus de la moyenne habituelle (importations 2021/2026), un approvisionnement assuré pour l'essentiel par la région de la mer Noire, où les prix demeurent

compétitifs. La hausse de la production nationale ne se traduit donc pas, à ce stade, par une autosuffisance : le blé n'en reste pas moins une culture éminemment stratégique pour l'Égypte, en raison notamment de son rôle central dans le système de pain subventionné dont dépendent environ 70 millions de personnes.

Vers une nouvelle récolte record

L'agence de notation Fitch anticipe une nouvelle récolte record pour 2026/27, accompagnée d'une progression de la production des autres céréales. « L'augmentation de la production et la constitution de réserves locales doivent permettre de réduire l'exposition du pays aux fluctuations des cours internationaux et aux éventuelles perturbations des approvisionnements », selon les autorités égyptiennes. L'Egypte renforce ainsi sa production céréalière, sans pour autant rompre avec les importations. L'enjeu reste moins de parvenir à une autosuffisance totale que d'augmenter la part de la production locale afin de renforcer la sécurité alimentaire et de limiter la vulnérabilité du pays aux évolutions des marchés mondiaux.

Agence

TUNISIE
**Les recettes touristiques et les transferts des Tunisiens à
l'étranger frôlent les 11 milliards de dinars au 20 août 2026**

Les recettes touristiques et les transferts des Tunisiens résidant à l'étranger ont atteint, à eux deux, près de 11 milliards de dinars au 20 août 2026, en hausse par rapport à la même période de 2025, selon les indicateurs monétaires et financiers quotidiens publiés par la Banque centrale de Tunisie. Les recettes touristiques cumulées

se sont élevées à environ 5 127,5 millions de dinars au 20 août 2026, contre 4 885 millions de dinars à la même période de 2025, soit une progression de 242,5 millions de dinars, équivalant à près de 5 %. Les revenus du travail cumulés, qui correspondent principalement aux transferts des Tunisiens résidant à l'étranger, ont également progressé pour atteindre 5 868,7

millions de dinars, contre 5 568,3 millions de dinars sur la même période de 2025. Cette hausse représente 300,4 millions de dinars, soit environ 5,4 %. S'agissant des avoirs nets en devises, ils ont atteint 25 154,8 millions de dinars au 24 août 2026, soit l'équivalent de 98 jours d'importation, contre 24 722 millions de dinars et 107 jours d'importation

un an auparavant. Quant aux billets et pièces en circulation, leur valeur s'est établie à 30 040 millions de dinars au 21 août 2026, contre 25 902 millions de dinars au 21 août 2025, soit une hausse de 4 138 millions de dinars, correspondant à près de 16 %.

Agence

LIBYE

**La Compagnie nationale de pétrole signe un accord de partage
de production avec l'américain Chevron**

Signé lundi 24 août, le texte, qui porte sur l'exploitation d'un bloc dans le bassin de Syrte, porte l'ambition de faire passer la production pétrolière libyenne de 1,5 million de barils par jour actuellement à 2 millions en 2030. Si ce partenariat illustre une nouvelle fois un retour progressif des majors pétrolières en Libye depuis quelques mois, la dynamique n'en demeure pas moins encore limitée en raison de l'instabilité politique persistante du pays. Si les majors pétrolières font progressivement leur retour en Libye depuis

quelques mois, la dynamique reste encore limitée. Malgré la longue crise politique qu'elle traverse, la Libye rouvre progressivement l'exploitation de son pétrole aux entreprises étrangères. Lundi 24 août, la Compagnie nationale libyenne de pétrole (NOC) a annoncé la signature d'un accord de partage de production avec le géant américain Chevron. L'ambition qu'il porte est de faire passer la production pétrolière libyenne de 1,5 million de barils par jour (b/j) actuellement à 2 millions de b/j en 2030. L'exploitation commune aux deux entreprises

aura lieu dans le bassin de Syrte, dans le centre du pays. Si cet accord conclu au terme d'un appel d'offres international est une nouvelle illustration du retour des pétroliers étrangers en Libye ces derniers mois, la dynamique n'en reste pas moins encore limitée puisque sur les 20 blocs pétroliers libyens ouverts à un partenariat, seuls cinq ont trouvé preneur.

**Le plus grand réservoir de pétrole
d'Afrique**

En cause : l'instabilité politique per-

sistante depuis plus de 15 ans en Libye qui peine encore à convaincre les acteurs internationaux de la possibilité d'exploiter les concessions du pays, bien qu'il fasse figure de plus grand réservoir de pétrole du continent africain avec 48 milliards de barils de réserves prouvés. Aujourd'hui encore, deux blocs s'y disputent le pouvoir et s'y partagent les revenus de l'exploitation pétrolière : l'un, à l'est, contrôlé par des militaires, l'autre, à l'ouest, reconnu par l'ONU.

R I.

NIGERIA

La filière manioc veut se positionner sur le marché de l’amidon pharmaceutique

Le Nigeria est le premier producteur mondial de manioc. La filière qui cherche à diversifier les débouchés de cette culture au-delà des usages alimentaires afin d’accroître la valeur ajoutée créée localement, explore les opportunités offertes par l’industrie pharmaceutique.

L’Association nigériane des acteurs de la filière industrielle du manioc (ICSAN) appelle les transformateurs à se positionner sur le marché de l’amidon de qualité pharmaceutique. Dans un communiqué publié le 20 août dernier, l’organisation estime que l’industrie pharmaceutique nigériane constitue un débouché prometteur pour la filière manioc, alors que la production locale ne répond pas encore suffisamment aux exigences des fabricants de médicaments. Il convient de noter que l’amidon pharmaceutique est une forme purifiée d’amidon végétal utilisée comme excipient dans les médicaments, principalement pour ses propriétés de liant, de diluant et de désintégrant. Il ne s’agit pas d’un principe actif, mais d’une substance qui aide à donner forme, stabilité et efficacité aux comprimés et gélules.

Une dynamique engagée depuis 2024

Cet intérêt de la filière pour l’amidon pharmaceutique intervient alors que les autorités nigérianes travaillent depuis quelques années à créer des conditions favorables pour l’émergence d’une industrie locale. En décembre 2024, l’Agence nigériane de développement des médicaments naturels (NNMDA) avait en effet lancé une initiative visant à exploiter les importantes ressources en manioc du pays pour produire localement cet intrant pharmaceutique. L’agence avait alors réuni les acteurs de la chaîne de valeur autour de la production d’amidon de qualité pharma-



ceutique et mis en avant la nécessité d’une collaboration entre les différents maillons de la filière. Dans le cadre de ce projet, la NNMDA prévoyait de développer la culture du manioc destinée aux applications pharmaceutiques et de renforcer les capacités des acteurs de la chaîne de valeur. Dans un entretien accordé en janvier 2026 à l’Agence nigériane de presse (NAN), Martins Emeje, directeur général de la NNMDA, indiquait que les travaux de recherche sur la production locale de cet intrant pharmaceutique à partir du manioc étaient achevés à 85 %. Selon le responsable, l’agence était déjà

parvenue à produire son propre amidon pharmaceutique et avait procédé à son évaluation de qualité grâce à un financement obtenu auprès du Sénat. Dans la prochaine phase de développement du projet, la NNMDA prévoit de passer à une phase pilote, avec l’objectif de mettre en place une unité publique de production d’amidon pharmaceutique dans les un à deux ans suivants. « Dans un à deux ans, nous ne présenterons pas seulement l’amidon pharmaceutique au pays, mais également l’installation où il sera fabriqué », a déclaré M. Emeje.E

Synthèse R I.

RDC

La filière zinc poursuit sa montée en puissance sur un marché haussier en 2026

Reconnaissable à sa teinte grise argentée ou bleutée, le zinc est notamment utilisé pour galvaniser l’acier et fabriquer des alliages destinés à l’automobile ou à l’électronique. Il figure parmi les principaux produits miniers exploités en RDC, aux côtés du cuivre et du cobalt. Dimanche 23 août dans la soirée, le zinc s’échangeait à 3 823 USD la tonne, selon Trading Economics, affichant une hausse de 6,41 % sur un mois. Une progression qui prolonge l’accélération récente des cours, ceux-ci ayant atteint vendredi leur plus haut niveau depuis plus de quatre ans. Cette dynamique intervient alors que la RDC poursuit sa montée en puissance parmi les fournisseurs mondiaux de zinc, portée notamment par l’entrée en production de la mine Kipushi du

groupe canadien Ivanhoe Mines. Remise en service en juin 2024, Kipushi connaît depuis lors une forte accélération de sa production, tirant dans son sillage les volumes nationaux. Au premier semestre 2026, la RDC a ainsi produit 144 140 tonnes de zinc, dont 135 221 tonnes provenant de Kipushi, selon les données officielles. Cette montée en puissance se reflète également dans les exportations. Le pays a expédié 112 206 tonnes sur la période, contre 93 288 tonnes à mi-2025 et seulement 1 360 tonnes au premier semestre 2024. Alors qu’Ivanhoe anticipe une hausse de la production de Kipushi sur l’ensemble de l’exercice, avec un objectif pouvant atteindre 290 000 tonnes, contre 203 168 tonnes en 2025, cette dynamique pourrait donc se prolonger. À condition toutefois que ces prévisions

se concrétisent dans un contexte d’offre mondiale restreinte, qui contribue notamment à la hausse actuelle des cours, selon Trading Economics. Reste à voir dans quelle mesure la filière congolaise saura tirer profit de cette conjoncture, notamment à travers les recettes d’exportation et les retombées économiques plus larges pour le pays. Au-delà du cuivre et du cobalt, le zinc figure en effet parmi les principaux produits miniers exploités en RDC, aux côtés notamment de l’or, du germanium, de l’étain et du coltan. La filière contribue aux recettes de l’État à travers les redevances et autres prélèvements fiscaux. Kinshasa détient par ailleurs 38 % de Kipushi, le reste étant pour Ivanhoe Mines.

Agence

MOZAMBIQUE

JCM Power décroche le projet solaire de Manje, attendu depuis 2022

Alors que le Mozambique entend accélérer les investissements afin d’atteindre l’accès universel à l’électricité d’ici 2030, le pays franchit une nouvelle étape dans sa stratégie d’ouverture aux producteurs privés d’énergies renouvelables. Le producteur indépendant d’électricité JCM Power a annoncé, mardi 25 août, avoir remporté le développement de la centrale solaire de Manje, dans la province de Tete, au Mozambique. D’une capacité de 30 MW, le projet lui a été attribué dans le cadre du programme national d’appels d’offres pour les énergies renouvelables, PROLER.

Un développeur déjà éprouvé au Malawi

Cette initiative remonte à 2022, lorsque les autorités mozambicaines ont lancé un appel à préqualification pour sélectionner des investisseurs privés pour Manje et Chimbunila, deux centrales solaires de 30 MW chacune. Les lauréats devaient assurer le financement, la conception, la construction, l’exploitation et la maintenance des installations. JCM Power n’a cependant pas communiqué le montant de l’investissement ni le calendrier prévu pour la construction. PROLER, soutenu par l’Union européenne à travers l’Agence française de développement, vise à développer environ 120 MW de capacités renouvelables grâce à des appels d’offres compétitifs et à renforcer la participation du secteur privé. Avec cette attribution, JCM Power fait son entrée sur le marché mozambicain, bien que le groupe dispose déjà d’une expérience dans la sous-région. Au Malawi voisin, il a développé avec ses partenaires la centrale solaire de Salima, d’une capacité de 60 MW, mise en service en 2021. Il exploite également Golo-moti, une centrale solaire de 20 MW associée à un système de stockage par batteries de 5 MW/10 MWh, entrée en exploitation commerciale en 2022.

Une étape vers l’accès universel

Manje s’inscrit dans les ambitions plus larges du Mozambique en matière d’électricité. Selon le National Energy Compact, le taux d’accès à l’électricité est passé de 31 % en 2018 à 60,1 % en 2024, et le gouvernement vise l’accès universel en 2030. Le pays prévoit parallèlement de porter sa capacité solaire photovoltaïque de 98 MW en 2024 à 303 MW en 2032, conformément à son National Energy Compact. L’avancement de Manje devrait contribuer à cet objectif, mais aussi au pari de Maputo de faire davantage appel aux capitaux privés pour financer l’expansion de son système électrique.

R I.

POINT-MARCHÉS

Les Bourses mondiales patientent avant l'inflation américaine et Nvidia

La baisse du pétrole soutenait les marchés mondiaux mercredi, dans l'attente des chiffres d'inflation américains et surtout des résultats de Nvidia. Des chiffres qui pourraient donner le ton pour la suite de la semaine.

Dans les premiers échanges européens, la Bourse de Paris prenait 0,46% et Milan 0,12%. Francfort (-0,24%) et Londres (-0,22%) s'affichaient en petite baisse. A la Bourse suisse, l'indice phare SMI gagnait vers 10h20 0,53%. En Asie, le Nikkei de Tokyo a gagné 0,62% et le Kospi de Séoul 0,97%. En Chine, Shanghai a gagné 0,59% et l'indice Hang Seng de Hong Kong prenait 0,64% dans les derniers échanges. "Les discussions entre l'Iran et Oman autour d'une +réouverture provisoire du détroit d'Ormuz+ entretiennent un climat favorable sur les marchés, à l'approche de deux rendez-vous majeurs", la dernière mise à jour de l'indice d'inflation PCE aux Etats-Unis, et les résultats trimestriels de Nvidia, commente Ipek Ozkardeskaya, analyste chez Swissquote.

Le pétrole recule

Vers 09h30, les prix du pétrole brut s'inscrivaient en net recul, le Brent de la mer du Nord lâchant 1,92% à 86,88 dollars le baril, et celui du WTI cédant 2,17% à 80,57 dollars. Oman et Téhéran discutent d'un "couloir temporaire" de navigation dans le détroit d'Ormuz et de son déminage mais les autorités iraniennes ont prévenu mercredi que le passage stratégique ne serait pas ouvert avant que les Etats-Unis ne mettent fin à la guerre. Et bien que le secrétaire au Trésor américain, Scott Bessent, ait annoncé lundi au Financial Times un "D-Day économique" visant l'Iran et ses partenaires commerciaux, les mesures ont été jugées "moins agressives que ce que redoutaient certains investisseurs, limitant leur impact immédiat sur les prix de l'énergie", explique John Plassard, analyste pour Cité Gestion Private Bank. Le marché commence ainsi "à retirer une partie de la prime géopolitique accumulée ces dernières semaines, alors que plu-

sieurs signaux suggèrent que Washington et Téhéran privilégient encore la voie diplomatique", poursuit-il.

L'inflation américaine scrutée

Malgré le recul des cours du brut, "les prix du diesel aux États-Unis ont bondi à leur plus haut niveau depuis le début de la guerre avec l'Iran (...) en raison de la fermeture prolongée du détroit d'Ormuz, amplifiée par les attaques de drones ukrainiennes contre les infrastructures énergétiques russes", relève Ipek Ozkardeskaya. Dans ce contexte, les marchés attendent la publication plus tard mercredi des données sur les dépenses de consommation personnelle (PCE) aux Etats-Unis, l'indicateur d'inflation privilégié par la Réserve fédérale (Fed), qui pourrait jouer un rôle dans les décisions des responsables politiques en matière de taux d'intérêt. "Les chiffres de l'inflation sous-jacente qui orientent les décisions de la Fed et des autres banques centrales excluent les prix de l'alimentation et de l'énergie", rappelle Ipek Ozkardeskaya. "Mais la hausse des coûts alimentaires et énergétiques devient importante lorsqu'elle commence à se répercuter sur les prix (...) des biens et services." En attendant, sur le marché obligataire, les bons du Trésor à échéance 10 ans évoluaient à 4,64% contre près de 4,63% mardi soir. En Europe, les rendements du Bund allemand à dix ans affichaient 3,19% contre 3,20% mardi à la clôture. Face à une inflation toujours élevée en zone euro, Isabel Schnabel, membre du directoire de la Banque centrale européenne (BCE), estime qu'un niveau de taux d'intérêt plus élevé sera nécessaire. "Au niveau actuel des taux directeurs, il est peu probable que l'inflation revienne vers l'objectif à moyen terme", a-t-elle déclaré mercredi à l'agence Bloomberg. Selon elle, la poursuite du conflit au

Moyen-Orient ainsi que la résilience de l'économie de la zone euro entretiennent des risques haussiers pour les prix.

La tech dans le vert avant Nvidia

Côté valeurs, les poids lourds des semi-conducteurs et de la tech progressent avant la publication des résultats très attendus de Nvidia après la clôture de Wall Street mercredi, "les investisseurs se positionnant en vue d'une nouvelle performance spectaculaire de la figure de

proue du marché de l'IA", estime Patrick Munnely, analyste pour Tickmill Group. "Les attentes sont énormes", résume Ipek Ozkardeskaya. En Europe, dans les premiers échanges, Infineon prenait 1,19% à Francfort. STMicroelectronics (+0,31%) et Soitec (+0,55%) évoluaient également dans le vert à Paris. A Tokyo, SoftBank a gagné 1,49%, Advantest a pris 3,63% et Tokyo Electron a, de son côté, grappillé 0,16%. A Séoul, SK hynix a gagné 0,60%.

Agence

COTATION COMMERCIALE D'OUVERTURE DU DINAR ALGERIEN

COTATION COMMERCIALE D'OUVERTURE DU DINAR ALGERIEN					
Cours du : 26 Août 2026 Valeur : 28 Août 2026					
BASE	DEVICES			COURS ACHAT	COURS VENTE
1	USD	US DOLLAR		132.8795	132.8945
1	EUR	EURO		155.0571	155.1012
1	GBP	POUND STERLING		181.2817	181.3517
100	JPY	JAPANESE YEN		83.5300	83.5447
1	CNY	CHINESE YUAN		19.7664	19.7704
1	CHF	SWISS FRANC		165.7058	165.7659
1	CAD	CANADIAN DOLLAR		96.0945	96.1262
1	DKK	DANISH KRONE		20.7407	20.7463
1	SEK	SWEDISH KRONA		14.0019	14.0056
1	NOK	NORWEGIAN KRONE		14.2927	14.2966
1	AED	UAE DIRHAM		36.1784	36.1844
1	SAR	SAUDI RIYAL		35.3892	35.3951
1	KWD	KUWAITI DINAR		433.1144	433.3045
1	TND	TUNISIAN DINAR		45.3765	45.8325
1	MAD	MOROCCAN DIRHAM		14.3337	14.3354
1	LYD	LIBYAN DINAR		20.9282	21.0356
1	MRU	MAURITANIAN OUGUIYA		3.3170	3.3274
1	SDR	SPEC. DRA. RIGHTS		182.3574	182.3574

BOURSE ZURICH

Ouverture en hausse, portée par la baisse des prix du pétrole

La Bourse suisse a démarré la séance de mercredi du bon pied, capitalisant sur la performance favorable de la veille en clôture. Alors que la saison des résultats semestriels se poursuit, les investisseurs semblent soulagés par la détente des prix du pétrole, Oman et l'Iran ayant repris le dialogue sur le trafic maritime dans le détroit d'Ormuz. Toujours prudents cependant, ils attendront la publication de l'inflation PCE américaine ainsi que la performance de Nvidia. Sur les marchés des hydrocarbures, le Brent de la mer du Nord, référence mondiale de l'or noir, chutait mercredi vers 09h10 de 2,26% à 86,58 dollars le baril, après avoir abandonné près de 5% dans la nuit, prenant ainsi ses distances avec la barre des 90 dollars. "Cette baisse soulage également les marchés obligataires, après plusieurs séances dominées par la

remontée des taux longs", observe John Plassard, associé de la banque Cité Gestion. "Le rebond restera toutefois prudent, les investisseurs attendant désormais l'inflation PCE américaine cet après-midi, les résultats de Nvidia ce soir et le discours de Kevin Warsh à Jackson Hole vendredi. Attachez vos ceintures !", écrit l'expert. L'indice PCE de base américain devrait s'être maintenu en juillet à un niveau proche de 3,3% en glissement annuel, soit nettement au-dessus de l'objectif de 2% fixé par la Fed, note pour sa part Ipek Ozkardeskaya, analyste de Swissquote Bank. Et l'experte d'évoquer un renchérissement particulièrement tenace. Toutefois Plusieurs indicateurs d'inflation - notamment les chiffres globaux - se sont modérés en juillet grâce à la baisse des prix de l'énergie. Et le fait que la dernière flambée du prix du brut américain se soit révélée limitée

apporte une certaine sérénité aux observateurs de la Fed, ajoute-t-elle. A Wall Street mardi soir, les principaux indices américains ont fini en hausse, le S&P 500 et le Dow Jones prenant près de 0,3%, tandis que le Nasdaq 100 a gagné 0,7% grâce au rebond des valeurs technologiques.

Dans le vert

La Bourse suisse a de son côté démarré dans le vert, le SMI ouvrant sur un gain de 0,16%. L'indice phare prenait un peu plus d'allant dans les premiers échanges, notant peu avant 09h20 à 14'587,42 points, soit une progression de 0,43%. Le SLI s'étoffaît de 0,33% à 2333,76 points et l'indicateur élargi SPI de 0,38% à 20'498,33 points. Sur les trente valeurs constitutives du SLI, seules neuf perdaient du terrain et 20 en gagnaient, alors que l'opérateur

Swisscom faisait du surplace. En haut de tableau, le cimentier américain Amrize décollait de 1,8%, juste devant son ex-maison mère zougoise Holcim (+1,8%) et le spécialiste des implants dentaires Straumann (+1,5%). Les poids lourds de la cote, à l'exception du géant pharma Novartis (+0,14%) soutenaient les indices, le numéro un bancaire helvétique UBS prenant 0,9%, Roche 0,5% et Nestlé 0,7%. En bas de classement, Sandoz Group (-1,1%) héritait de la lanterne rouge, derrière Galderma Group (-0,9%) et Kühne + Nagel (-0,9%). Sur le marché élargi, Gurit s'envolait de 21,8%, le producteur de matériaux composites ayant enregistré une nette amélioration de sa rentabilité au premier semestre 2026, portée par une croissance dans l'ensemble de ses segments. Le groupe st-gallois a dans la foulée relevé ses objectifs annuels.

Stadler Rail (+15,4%) n'était pas en reste. Le fabricant de matériel ferroviaire a profité d'une solide demande au premier semestre 2026. Le chiffre d'affaires a progressé de 40% à 2,0 milliards de francs suisses, profitant de la livraison de nombreux véhicules sur les six premiers mois et du niveau élevé de la production de l'année précédente. Il en allait de même pour Softwareone (+11,8%). Le prestataire de services et conseils logiciels pour entreprises a décoiffé les projections des analystes avec la présentation de résultats au premier semestre intégrant pour la première fois la contribution du norvégien Crayon, repris à mi-parcours en 2025. DocMorris chutait en revanche de 3,8%, Jefferies ayant abaissé sa recommandation de "Buy" à "Hold".

R I.

ESPAGNE

Une demande interne solide dans un environnement mondial dégradé

L'économie espagnole continue d'afficher une croissance relativement robuste au premier semestre 2026, soutenue par la consommation privée, l'investissement et le dynamisme des services. Toutefois, le conflit entre les États-Unis et l'Iran altère progressivement l'environnement macroéconomique, sous l'effet de la hausse des prix de l'énergie, du ralentissement du commerce mondial et du durcissement des conditions financières.

Dans ce contexte, la demande interne demeure le principal moteur de l'activité, s'appuyant sur un marché du travail encore solide, un niveau d'épargne élevé et des mesures budgétaires destinées à amortir le choc inflationniste. Les exportations de services continuent également de jouer un rôle stabilisateur, notamment grâce au tourisme et aux activités numériques. Malgré ces facteurs de soutien, l'activité devrait progressivement ralentir dans les prochains trimestres, tandis que l'inflation resterait durablement plus élevée qu'anticipé en début d'année. Les premiers indicateurs du deuxième trimestre suggèrent néanmoins une phase de modération. La croissance de l'emploi reste solide et les indicateurs de consommation demeurent positifs, mais certains signaux qualitatifs d'enquête font ressortir une dégradation progressive du climat économique. En particulier, les enquêtes PMI dans les services indiquent un ralentissement de l'activité et un affaiblissement de la confiance des entreprises. Cette évolution semble davantage refléter un ajustement du rythme de croissance qu'un retournement de cycle, mais elle confirme que l'économie devient progressivement plus sensible à la



détérioration de l'environnement international. Parallèlement, les tensions inflationnistes se sont nettement accentuées au cours des derniers mois. L'inflation est passée de 2,5% en février à 3,6% en mai, principalement sous l'effet du choc énergétique provoqué par le conflit au Moyen-Orient. Les mesures de soutien budgétaire adoptées au printemps ont permis d'en limiter les effets, sans toutefois empêcher la diffusion plus large des

hausse de prix. Les prix des services ont accéléré à +4,3% en mai, prolongeant la dynamique observée depuis plusieurs années, tandis que les biens industriels non énergétiques ont également contribué au rebond inflationniste, notamment dans les secteurs de l'habillement et de la chaussure. Dans ce contexte, l'inflation sous-jacente a atteint 3,7%, son niveau le plus élevé depuis fin 2023.

Agence

ALLEMAGNE

L'économie croît plus vite que prévu avec le rebond des exportations

L'économie allemande a enregistré une croissance de 0,3 % au deuxième trimestre, légèrement supérieure aux premières estimations. Les exportations et l'industrie soutiennent l'activité, malgré la hausse des prix de l'énergie et une demande intérieure toujours fragile. L'économie allemande a davantage progressé qu'on ne le pensait au deuxième trimestre. Selon les données révisées de l'Office fédéral de la statistique, le pro-

duit intérieur brut (PIB) a augmenté de 0,3 % entre avril et juin par rapport aux trois premiers mois de l'année. Une première estimation publiée en juillet faisait état d'une hausse de 0,2 %. Sur un an, le PIB a augmenté de 1 %, révisé à la hausse par rapport à l'estimation préliminaire de 0,9 % et contre 0,8 % au premier trimestre. Cette révision indique que l'économie allemande fait face au choc énergétique déclenché par la

guerre en Iran et la fermeture du détroit d'Ormuz mieux que prévu. Les exportations ont augmenté de 2,0 %, tandis que les importations ont progressé de 1,5 % par rapport aux trois mois précédents. La consommation des ménages et celle des administrations publiques sont restées atones, ne gagnant que 0,1 % sur un trimestre. La production manufacturière a augmenté de 0,9 %, tirée par l'activité dans les secteurs de la chimie

et du matériel électrique. L'activité a également progressé dans la plupart des services, tandis que la construction est restée globalement inchangée. Les services financiers et d'assurance ont constitué la principale exception, enregistrant un recul de 0,7 %. L'investissement a légèrement diminué, pénalisé par une baisse de 1,4 % des dépenses en machines et équipements.

R I.

CHINE

Un vice-PM chinois appelle les membres de l'APEC à unir leurs efforts pour renforcer la sécurité alimentaire

La Chine est prête à collaborer avec toutes les économies de la Coopération économique pour l'Asie-Pacifique (APEC) afin de mettre en place un système de sécurité alimentaire plus stable, a indiqué mardi le vice-Premier ministre chinois Liu Guozhong. M. Liu, également membre du Bureau politique du Comité central du Parti communiste chinois, a fait ces déclarations lors d'un discours prononcé à la cérémonie d'ouverture de la 11e réunion ministérielle de l'APEC sur la sécurité alimentaire, à Hangzhou, capitale de la province chinoise du Zhe-

jiang (est). Soulignant le rôle essentiel de l'APEC dans la sauvegarde de la sécurité alimentaire mondiale, M. Liu a appelé les économies de l'APEC à renforcer conjointement les fondements de la sécurité alimentaire en tirant parti de leurs propres ressources. Il a proposé de renforcer le développement axé sur l'innovation et d'approfondir la coopération dans le domaine des sciences et technologies agricoles, tout en assurant la fluidité des flux commerciaux afin de préserver la sécurité et la stabilité des chaînes d'approvisionnement alimentaires. Il a également

appelé à une plus grande synergie des politiques pour garantir la sécurité alimentaire. Événement phare de l'Année de la Chine au sein de l'APEC, cette réunion a rassemblé environ 200 délégués issus des 21 économies de l'APEC, du Secrétariat de l'APEC et d'autres organisations internationales. Elle a donné lieu à des dialogues politiques sur le développement agricole et rural, l'innovation technologique et l'agriculture numérique au service de la sécurité alimentaire.

R I.

MEXIQUE

Le pays enregistre un excédent courant de 8,93 milliards \$ au T2

Le Mexique a enregistré un excédent du compte courant de 8,93 milliards \$ au deuxième trimestre, selon un rapport publié mardi par la banque centrale du pays. Cet excédent représentait 1,65% du produit intérieur brut. Ce chiffre marque un renversement de tendance par rapport au premier trimestre, au cours duquel le Mexique avait affiché un déficit du compte courant révisé de 18,23 milliards \$.

ROYAUME-UNI

Nouvelle hausse des factures d'énergie

« Cette hausse résulte de prix de gros du gaz plus élevés, causés par le conflit en cours au Moyen-Orient », explique l'Ofgem dans son communiqué. L'autorité britannique de l'énergie (Ofgem) a annoncé mercredi un nouveau relèvement du plafond des prix de l'énergie à partir d'octobre, ajoutant une pression supplémentaire sur le pouvoir d'achat des Britanniques, érigé en priorité par le nouveau Premier ministre Andy Burnham. Cette progression de 4% pour un ménage moyen, qui était attendue, fait suite à une première augmentation de 13% en juillet. Elle correspond à une hausse d'environ 5 livres (6 euros) par mois. « Cette hausse résulte de prix de gros du gaz plus élevés, causés par le conflit en cours au Moyen-Orient », explique l'Ofgem dans son communiqué. « Toutefois, les prix restent bien en dessous du pic de la crise de l'énergie en 2022 », rappelle l'organisme. L'Ofgem fixe chaque trimestre le plafond des prix du gaz et de l'électricité, censé refléter les évolutions des marchés internationaux tout en garantissant un tarif équilibré pour les fournisseurs comme pour les consommateurs. Ce plafonnement concerne le tarif par défaut appliqué en l'absence de souscription à une offre à prix fixe.

JAPON

L'inflation des services aux entreprises s'accélère en juillet

Un indicateur clé de l'inflation dans le secteur des services au Japon a progressé de 3,6 % en juillet sur un an, selon les données publiées mercredi, renforçant l'analyse de la banque centrale selon laquelle l'étroitesse du marché du travail pousse les entreprises à répercuter la hausse des coûts sur les consommateurs. L'augmentation de l'indice des prix à la production des services, qui mesure les tarifs que les entreprises se facturent entre elles, fait suite à une progression révisée de 3,4 % en juin, d'après les chiffres de la Banque du Japon (BoJ). Ces données confirment l'élargissement des pressions inflationnistes dans l'économie, un argument qui plaide en faveur d'un relèvement prochain des taux d'intérêt. L'inflation sous-jacente de la consommation au Japon s'est accélérée en juillet sur un an, les entreprises ayant répercuté la hausse des coûts d'importation liée à la faiblesse du yen et au conflit entre les États-Unis, Israël et l'Iran.

Agence

POUR EXPORTATION ILLÉGALE DE SERVEURS IA VERS LA CHINE

Des employés de NVIDIA et Supermicro inculpés à Taïwan pour exportation illégale de serveurs IA vers la Chine

Les serveurs IA de pointe sont au centre de toutes les convoitises, surtout à Taïwan. Pays où une nouvelle affaire montre à quel niveau certains intérêts peuvent aller pour s'emparer de ces précieux composants.

Taïwan est aujourd'hui le centre du monde de la tech, avec son entreprises phare TSMC et son tissu industriel unique dans la production de puces. C'est là que les meilleurs serveurs utilisés dans le développement d'IA sont produits, et c'est donc là que l'on voit les plus grandes convoitises du secteur. De quoi obliger les autorités locales à être sur les dents, que ce soit dans le débauchage des talents, ou bien l'exportation illégale des serveurs IA.

Neuf personnes inculpées à Taïwan pour exportation illégale de serveurs IA, dont des employés de NVIDIA et de SuperMicro

La Chine est aujourd'hui très contrainte par des interdictions d'importation touchant les meilleurs composants pour le développement de l'IA. Dès lors, certains acteurs au sein de ce pays sont tentés de passer par des voies illégales afin de s'emparer des précieux composants. La preuve avec cette histoire, dont Reuters se fait l'écho. On apprend ainsi qu'en début de semaine, les autorités taïwanaises ont appréhendé neuf individus pour exportation illégale de serveurs IA. Parmi les personnes mises aux ar-



rêts, on retrouve un cadre de NVIDIA et deux employés du partenaire stratégique de cette firme, Supermicro.

130 serveurs B300 ont été commandés frauduleusement, et 74 sont arrivés en Chine

Ils auraient ensemble mis en place un réseau clandestin dont l'objectif était de contourner les interdictions américaines d'exportation, pour envoyer des serveurs IA en direction de la Chine. Ils auraient ainsi, à l'aide de faux documents, passé commande auprès de Supermicro pour 130 serveurs B300, qui étaient indiqués comme devant être installés à Taïwan. Sur ce total,

74 serveurs auraient réussi à passer à travers les filets, et, passant par des étapes intermédiaires (Japon, Indonésie, Hong-Kong), auraient finalement atteint la Chine. Les 56 autres, officiellement destinés au Japon, ont été bloqués par les douanes taïwanaises, qui avaient repéré des anomalies administratives importantes. Les prévenus « se sont entendus à différents niveaux pour réaliser d'énormes profits, en exportant illégalement des serveurs haut de gamme, ce qui a alourdi les coûts de mise en conformité des entreprises et porté gravement atteinte à l'image internationale de notre pays », résume la Justice taïwanaise.

LOIN DES SMARTPHONES

le patron de BlackBerry a trouvé le nouveau business juteux du moment

Il est loin le temps où BlackBerry était l'un des leaders des smartphones. Mais son PDG a trouvé un autre secteur très porteur, et ce n'est pas un chatbot IA de plus. BlackBerry, autrefois connu pour ses téléphones mobiles à clavier, poursuit sa reconversion dans les logiciels embarqués, avec un accent croissant sur la robotique. Le PDG John Giamatteo a indiqué que ce secteur représentait l'une des activités à la croissance la plus rapide au sein de sa division QNX, la division spécialisée dans les systèmes d'exploitation pour la sécurité. Le logiciel QNX de BlackBerry, déjà intégré dans 275 millions de véhicules selon l'entreprise, sert de base à des fonctions allant des systèmes de freinage à certaines aides à la conduite semi-autonome. BlackBerry précise disposer d'un carnet de commandes de 950 millions de dollars pour QNX, dont une



partie provient désormais du secteur robotique.

Une diversification indispensable

Si l'automobile reste un domaine clé, Giamatteo souligne que la robotique industrielle, médicale et logistique (comme les chariots élévateurs autonomes) offre des perspectives de croissance si-

gnificatives. Contrairement aux robots humanoïdes qui attirent l'attention en Chine, BlackBerry cible des applications professionnelles, où la fiabilité et la sécurité des systèmes sont primordiales. Nous sommes aussi enthousiastes par les dynamiques de l'industrie automobile, mais ces autres applications, robotique, instruments médi-

caux, automatisation industrielle, représentent une opportunité de croissance majeure. BlackBerry et son portefeuille QNX sont bien positionnés pour y répondre.

Un partenariat avec Nvidia pour accélérer le déploiement

En avril 2026, BlackBerry a annoncé l'extension de sa collaboration avec Nvidia, visant à intégrer QNX aux plateformes du spécialiste des puces pour des usages en robotique, en technologies médicales et en automatisation industrielle. Cette alliance s'inscrit dans la tendance des "IA physiques" : des systèmes combinant matériel, intelligence artificielle et logiciels embarqués, un domaine où QNX mise sur son expérience acquise dans l'automobile. La robotique va connaître une évolution majeure [...] et nous sommes optimistes quant aux opportunités qui s'offrent à nous. - John Giamatteo.

Apple lance ses nouveaux Mac mini M6 et Mac Studio M5 Ultra



Apple vient d'annoncer le lancement d'un nouveau Mac mini M6 et d'un Mac Studio M5 Ultra. Les deux ordinateurs de bureau d'Apple se renouvellent pour gagner nettement en puissance et mettre plein cap sur l'IA locale... mais au prix fort : le Mac mini passe la barre des 1000 euros.

La surprise avait été un peu « gâchée » par l'indéboulonnable Mark Gurman, mais qu'importe, Apple dégage aujourd'hui des versions révisées de ses meilleurs ordinateurs de bureau : les Mac mini et Mac Studio (l'iMac devrait aussi être servi, mais plus tard). Pas de changement de design ou de châssis en vue, mais une sérieuse montée en puissance pour accompagner l'élan d'Apple vers l'IA locale.

Le Mac mini n'est plus une si bonne affaire...

Comme prévu par le journaliste de Bloomberg, le Mac mini arrive donc bel et bien (largement) avant la keynote d'Apple prévue en septembre, ou l'habituel lancement automnal de nouveaux Mac. L'appareil a par conséquent l'insigne honneur d'être le premier produit Apple à embarquer un processeur M6 de toute nouvelle génération... mais aussi d'être le premier à disposer d'une puce 2 nm. Cette nouvelle puce intègre un CPU à 12 cœurs (2 super cœurs, 4 cœurs de performance, 6 cœurs à haute efficacité énergétique) plus puissant et de plus grand format, note Apple, ainsi qu'un GPU 12 cœurs (avec un Neural Accelerator dans chaque cœur) et un double Neural Engine à 16 cœurs. Le tout peut être couplé à un maximum de 64 Go de mémoire unifiée (170 Go/s de bande passante) et à 2 To de SSD. Côté performances, Apple évoque jusqu'à 40% de performances CPU supplémentaires par rapport au Mac mini M4, deux fois plus de puissance graphique, des performances en IA quadruplées et deux fois plus de vitesse sur le stockage. Le Mac mini se décline aussi, désormais, en mouture M5 Pro. On y retrouve alors jusqu'à 18 cœurs CPU, 20 cœurs GPU, ainsi qu'un Neural Engine à 16 cœurs, le tout couplé à un maximum de 64 Go de mémoire unifiée (307 Go/s) là aussi. La différence entre ces deux moutures du Mac mini se joue aussi sur les connectiques, puisque seul le modèle M5 Pro pourra compter sur des ports USB-C Thunderbolt 5, la version M6 s'en tenant à des prises Thunderbolt 4 d'ancienne génération. Le Mac mini débute à 1049 euros en France en version 16 Go de RAM / 256 Go de SSD, et « dès » 1999 euros en mouture M5 Pro (15 cœurs CPU / 16 cœurs GPU / 24 Go de RAM / 512 Go de SSD). Il est loin le temps du Mac mini M4 à 699 euros. Les deux versions commenceront quoi qu'il en soit à être livrées à compter du 22 septembre prochain.

Le Mac Studio abrite désormais une puce M5 Ultra

L'autre grosse annonce du jour concerne le Mac Studio. Le gros modèle professionnel d'Apple délaisse la puce M3 Ultra, lancée il y a un peu plus d'un an, pour mieux s'équiper d'un processeur M5 Ultra dans sa version la plus haut de gamme. L'Apple M5 Ultra a pour principale particularité de combiner deux puces M5 Max « doubles » afin de former une architecture à quatre puces. Une première pour Apple, rendue possible par la technologie UltraFusion. Cette dernière permet d'offrir une bande passante interprocesseur de plus de 4,4 To/s et une très faible latence. De quoi permettre à l'Apple M5 Ultra d'aligner jusqu'à 36 cœurs CPU (12 super cœurs et 24 cœurs de performance), jusqu'à 80 cœurs GPU (avec Neural Accelerator dans chaque cœur), un Neural Engine à 32 cœurs et jusqu'à 512 Go de mémoire unifiée. Du lourd, capable de digérer jusqu'à 33 flux 8K ProRes 422 en simultané. Quant à l'IA, Apple annonce que son M5 Ultra peut animer localement des modèles à 1000 milliards de paramètres sans broncher. Reste que pour profiter de cette puissance de feu, il faut allonger les billets plus que jamais auparavant : comptez 12 429 euros en France pour le Mac Studio M5 Ultra couplé à 256 Go de mémoire unifiée et 1 To de stockage SSD. Pour mettre la main sur la mouture 512 Go, il faudra par contre attendre fin octobre, explique Apple. Le nouveau Mac Studio existe aussi en mouture M5 Max (18 cœurs CPU / 32 ou 40 cœurs GPU), proposée cette fois à compter de 2999 euros en précommandes, avec 36 Go de RAM et 512 Go de SSD. Quelle que soit la configuration choisie, les commandes ne seront livrées qu'à compter du 22 septembre là aussi.

Si vous roulez en Xpeng, attention à l'attelage qui peut rompre en roulant !



Xpeng est désormais au courant d'un problème survenu chez certains clients en G6 et G9 qui ont vu leur attelage se replier sous le poids notamment d'un porte-vélo. De nombreux constructeurs communiquent sur la masse verticale maximale à appliquer sur l'attelage. Chez Xpeng, il semblerait qu'une faiblesse existe sur certains modèles. La note interne permet aux distributeurs de corriger le tir, mais en attendant, attention si vous roulez en G6 et G9 sous peine de retrouver tous vos vélos par terre en pleine conduite.

Tous les automobilistes ne le savent pas, mais un porte-vélo ou tout appareillage qui exerce une force verticale sur l'attelage est normalement limité par le constructeur et le fabricant de l'attelage. Les valeurs maximales de poids sont données en fonction du véhicule et permettent d'éviter d'avoir un porte-vélo qui se retrouverait au sol en pleine conduite. C'est ce qui a visiblement failli d'arriver à plusieurs propriétaires de Xpeng qui avait coché l'option attelage à la commande du véhicule. Il ne s'agit donc pas d'un attelage tiers, mais bien de celui installé en usine par Xpeng. Les forums commencent à remonter ces cas qui peuvent être dangereux et des clients nous signalent par la même occasion que le constructeur est au courant du problème et aurait déployé une note interne à ses distributeurs pour corriger le tir.

L'attelage qui rompt sous le poids des vélos

Sur certains forums, des propriétaires, vidéos à l'appui, montrent le porte-vélo qui lâche plusieurs fois sur un trajet pour les vacances. A chaque fois, il a fallu réenclencher l'attelage en position droite. Pas très rassurant.

Xpeng invoquerait des contraintes de charges qui sont démultipliées par la distance entre le centre de gravité et la boule d'attelage. Tout n'est pas très clair mais les modèles produits (G6 et G9 notamment) avant fin 2025 semblent les plus touchés. Attention à bien prendre en compte la date de fabrication du véhicule et pas la livraison, qui peut prendre du temps vu qu'ils viennent de Chine.

Dans de nombreux cas, Xpeng semble prendre le problème au sérieux en montant des dossiers pour des prises en charge en cas de casse du porte-vélo s'il a touché le sol en roulant. Mais quid des vélos s'ils sont également endommagés ? La facture peut alors très vite monter et atteindre plusieurs milliers d'euros.

Les poids à respecter

Peu importe la marque, il faut toujours faire très attention au poids exercé sur la boule d'attelage et sur la distance entre le centre de gravité du porte-vélo et la boule. Plus le porte-vélo est profond et éloigné de la boule, plus il va faire effet « levier ». Toute la subtilité étant de trouver l'emplacement du centre de gravité ! Travail d'ingénieur...

Xpeng recommande de ne pas utiliser de charge dont le centre de gravité est à plus de 70 cm de la boule d'attelage. Entre 60 et 70 cm, le poids ne doit pas dépasser 10 kg. Et en dessous de 60 cm, le poids doit rester inférieur à 35 kg, ce qui est relativement faible dans le cas de vélos électriques. Sous les 30 cm, vous pouvez aller jusqu'à 75 kg de charge.

Dans le doute, contactez directement votre concessionnaire Xpeng pour être sûr que votre porte-vélo chargé ne risque pas de faire rompre l'attelage. Nos confrères d'Autoweek affirment que Xpeng déploiera bientôt un nouvel attelage et que les actuels en circulation seront remplacés gratuitement. En attendant, le constructeur préfère visiblement jouer la sécurité, en tout cas aux Pays-Bas, en conseillant tout simplement à ses clients d'éviter les porte-bagages/coffres et porte-vélos sur l'attelage...

RENAULT 5 (2026)

Une nouvelle version de base plus attractive

Renault réorganise la gamme R5 E-Tech Electric avec l'évolution de la version Five. Une entrée de gamme améliorée qui conserverait son prix plancher sous les 25.000 €, tandis que le reste de la gamme gagne en efficacité et en équipements.



Une version Five remaniée sous les 25.000 €

L'accès à la citadine française évolue : la version d'entrée de gamme « Urban Range Five », qui associait le bloc de 95 ch (70 kW) à une batterie NMC de 40 kWh, revoit sa copie technique. Une évolution nécessaire au vu des ventes faméliques de cette variante. Elle adopte désormais une batterie LFP (Lithium-Fer-Phosphate) de 36,5 kWh mais gagne un moteur poussé à 80 kW/110 ch, dérivé de celui de la Twingo E-Tech Electric. Elle embarque un onduleur interne AC (courant alternatif) de 6,6 kW et propose la recharge rapide DC (courant continu) jusqu'à 80 kW. L'autonomie WLTP est annoncée à 305 km. Auparavant affichée à 24.990 € en Belgique, cette nouvelle déclinaison devrait conserver un positionnement du même acabit et préserver ce prix d'attaque très symbolique. Pour maintenir

ce tarif contenu, elle fera probablement toujours l'impasse sur la pompe à chaleur, mais conserve son châssis à train arrière multibras et son écran central.

Un positionnement clarifié face à la Twingo

L'intégration de cette chimie LFP permet à Renault de mieux structurer son offre. Alors que la future Twingo E-Tech Electric visera un prix d'entrée sous les 20.000 €, la R5 Five ainsi réorganisée crée une frontière nette en matière de prestations. Bien que la rivalité tarifaire reste présente en concession, les clientèles demeurent distinctes : la Twingo s'adresse à un usage strictement urbain et rationnel, tandis que la R5 Five séduira ceux qui recherchent un véhicule plus polyvalent, plus spacieux et au style iconique sans basculer vers les finitions supérieures.

Plus d'efficacité sur le reste de la gamme

Au-delà de cette entrée de gamme ajustée, l'ensemble de la famille R5 E-Tech en profite pour optimiser ses prestations. Les déclinaisons équipées de la grande batterie de 52 kWh gagnent des kilomètres précieux grâce à des ajustements logiciels et aérodynamiques, affichant jusqu'à 430 km d'autonomie WLTP (410 auparavant) tandis que les variantes Urban range dotées de la batterie NMC de 40 kWh peuvent atteindre 315 km (au lieu de 312 km).

Le système de préconditionnement et la gestion thermique ont également été retravaillés pour optimiser les temps de charge lors des trajets hivernaux. En sus, si les photos ne le montrent pas clairement, rappelons que la R5 E-Tech Electric est désormais équipée des palettes de modulations du niveau de régénération vues sur la R4 et... la Nissan Micra depuis mars 2026... dès la finition Techno.

4. Des équipements et teintes révisés

Pour conclure ce rafraîchissement, le constructeur au losange enrichit la dotation de série dès les niveaux de finition intermédiaires.

Cela comprend l'intégration de nouvelles aides à la conduite (ADAS) de dernière génération et une mise à jour du système d'infodivertissement OpenR Link. De nouvelles teintes de carrosserie et des options d'habillage intérieur inédites font également leur apparition au catalogue.

Les acheteurs veulent des gadgets intelligents, mais les utilisent à peine

Les automobilistes apprécient les technologies embarquées, mais nombre d'entre elles restent peu utilisées. Une enquête britannique montre que les fonctions simples et pratiques séduisent davantage que certaines aides sophistiquées.

1. Les aides à la conduite ne convainquent pas tout le monde

Le groupe britannique de concessions Dick Lovett a demandé à Censuwide d'interroger 1.350 automobilistes. Il s'agit d'une enquête représentative, et non d'une étude scientifique, mais ses résultats montrent un net décalage entre ce que les voitures sont capables de faire et ce que les conducteurs utilisent réellement. C'est surtout du côté des aides à la conduite que l'adhésion est loin d'être systématique. Parmi les conducteurs qui disposent d'un régulateur de vitesse adaptatif, 25,9 % choisissent délibérément de ne pas l'utiliser. Ils sont encore 7 % à déclarer ne pas savoir comment il fonctionne. L'assistant de maintien dans la voie est évité par près de 18 % des utilisateurs, tandis que 21,3 % n'utilisent pas le freinage automatique d'urgence.

2. Les technologies de sécurité peuvent aussi agacer

Le fait que certains conducteurs désactivent les systèmes de sécurité ne signifie pas nécessairement qu'ils rejettent la technologie. Selon Dick Lovett, certains répondants jugent des dispositifs comme l'assistant de maintien dans la voie ou le freinage automatique d'urgence trop agressifs ou trop intrusifs. Lorsque les possibilités de réglage sont limitées, la désactivation reste parfois la seule solution. Les assistants vocaux et les affichages tête



haute en réalité augmentée ne font pas beaucoup mieux. 17,8 % des conducteurs n'utilisent pas l'assistant vocal, tandis que 17,1 % délaissent volontairement leur affichage tête haute en réalité augmentée. Ils sont par ailleurs 7 % à ne pas savoir comment utiliser ce dernier.

3. Les options coûteuses restent souvent inutilisées

Les équipements de confort ne garantissent pas non plus une utilisation régulière. Parmi les conducteurs disposant de sièges massants, seuls 22 % les utilisent fréquemment. L'affichage tête haute en réalité augmentée atteint 22,4 %, tandis que le démarrage à distance via une application pour smartphone plafonne à 24,5 %. Ces chiffres doivent toutefois être relativisés, car beaucoup de ces équipements restent absents de la majorité des voitures. 67,3 % des personnes interrogées ne disposent pas de sièges massants, 62 % n'ont

pas de démarrage à distance, 60,5 % ne possèdent pas d'affichage tête haute en réalité augmentée et 55,2 % n'ont pas de volant chauffant.

4. La simplicité fonctionne mieux

Les technologies les plus appréciées sont avant tout celles qui restent simples, pratiques et familières. Le Bluetooth arrive en tête : 58,3 % des personnes interrogées le considèrent comme une fonction dont elles ne voudraient plus se passer. Suivent la caméra de recul avec 45,7 %, la navigation intégrée avec 44,5 % et le pare-brise chauffant avec 41 %.

Les sièges chauffants et la recharge sans fil sont régulièrement utilisés par 31,9 % des répondants. La surveillance des angles morts atteint 29,4 %, la caméra à 360 degrés 27,8 % et les différents modes de conduite 27,3 %. Chez les 25-34 ans, 38,3 % utilisent même régulièrement les modes Eco, Comfort ou Sport.

Mots fléchés

FLEUR DES CHAMPS INSECTICIDE NATUREL		UNE DES 4 SAVEURS BOUILLIES		HÉROS TROYEN		IL SE RÉCHAUFFE DÉBUT D'ÉPIDÉMIE		JARDIN FRUITIER ARTICLE		VENT DE PROVENCE		ARBRE FRUITIER	
										AU BRÉSIL SOLEIL DIVIN			
PRONOM RELATIF CONSEILLÉE				ENLEVA LES PIERRES DU JARDIN BORD DE MER								DÉPLACER	
						FORÊT PROVENÇALE		CATALOGUE ENNEMI DU ROSIER					
TEMPS CHAUDS POUSSE DANS LES CHAMPS					ÉVÊQUE DE ROME AVARE					PATRIE D'ABRAHAM GRUGÉ			
			MALAXENT GENRE DE SAPIN										PLANTÉE AU JARDIN
COL DES ALPES VIEUX PROVENÇAL							POUSSE UN CRI ANIMAL		AMÉRINDIENS ANTIMOINE AU LABO				
		PORTE-MANTEAUX MONTAGNE DE FEU								SURFACE AGRICOLE PARDONNÉ			
MOUTON RÉCIF				VILLE D'AFRIQUE DU SUD ÉTANG LITTORAL								COLORÉE	
				JEU D'ENFANTS ORIENTÉ À DROITE					TOUT PETIT INEXACTS				
AU JARDIN, IL EN BAVE	MÈRE DE CASTOR ET POLLUX LAVANDE DE MER				PRÉNOM FÉMININ VILLE D'UKRAINE					ARTICLE TIREURS D'ÉLITE			
								FLEUR DU JARDIN					COUPÉES DU MONDE
POSSESSIF PETITE QUANTITÉ			LUTH ARABE JOLIE PLANÈTE			GENRE DES CERISIERS HABITATS SIOUX							
								INFLAMMATION EXCLAMATION					
DÉGOUTÉ		VENT GREC SUIS COUCHÉ								PRESQUE RIEN ÉLÉMENT DE POULIE			
					GLOBE NORME THERMIQUE							ILE DE FRANCE	
LUSTRERAI SANS VÉGÉTATION								JARDIN D'HIVER					
							DERNIÈRE NOTE		PLANTES FÉTIDES				

PÉTROLE

Le Brent en baisse à 86,28 dollars

Les cours du pétrole baissaient, mercredi, le marché se montrant rassuré par l'évolution de la situation géopolitique au Moyen-Orient. Dans la matinée, le prix du baril de Brent de la mer du Nord, pour livraison en octobre, perdait 2,60% à 86,28 dollars. Son équivalent américain, le baril de West Texas Intermediate, pour livraison le même mois, tombait de 2,51% à 80,29 dollars.

Les Enjeux

Quotidien national de l'économie

Eco



Jeudi 27 août 2026 <http://www.lesenjeuxeco.dz>

IMMATRICULATION DES VÉHICULES

Le ministre de l'Intérieur évalue le nouveau système

Le ministre de l'Intérieur, des Collectivités locales et des Transports, Saïd Sayoud, a présidé hier une réunion de travail avec les directeurs de la réglementation et des affaires générales de plusieurs wilayas, consacrée à l'évaluation du nouveau système informatique national d'immatriculation des véhicules, selon un communiqué du ministère. Lors de cette réunion, le ministre a souligné que ce nouveau système numérique devait constituer « un outil efficace pour moderniser le service public, faciliter les procédures et rapprocher l'administration du citoyen ». Il a également appelé à traiter rapidement et efficacement les problèmes techniques rencontrés, afin d'assurer la continuité du service et d'éviter toute perturbation dans la prise en charge des demandes des citoyens. Saïd Sayoud a, par ailleurs, insisté sur l'identification des dysfonctionnements et des insuffisances constatés et de proposer des solutions efficaces pour répondre au mieux aux préoccupations des citoyens. Le ministre a également appelé au renforcement de la coordination entre les services centraux et locaux, ainsi qu'à une meilleure complémentarité entre les différentes structures concernées. Dans ce cadre, il a demandé la mobilisation de tous les moyens nécessaires pour garantir un service public à la hauteur des attentes des citoyens.

R E.

COP17 SUR LA DÉSERTIFICATION

L'Algérie plaide pour des financements plus efficaces

Le Directeur général des forêts, Djamel Touahria, a participé, du 24 au 26 août, aux travaux de la 17e session de la Conférence des Parties (COP17) de la Convention des Nations unies sur la lutte contre la désertification (CNULCD), tenue à Oulan-Bator (Mongolie), indique mercredi un communiqué de la Direction générale des forêts (DGF). Lors de la session de haut niveau, en présence d'un représentant du ministère des Affaires étrangères, de la Communauté nationale à l'étranger et des Affaires africaines, M. Touahria a prononcé une allocution sur le thème "des mécanismes de finance-

ment innovants pour des terres saines et résilientes face à la sécheresse".

"L'Algérie a fait de l'investissement dans les terres et les ressources en eau une priorité nationale constante", a-t-il indiqué, mettant en avant le projet du Barrage vert, relancé par le président de la République, M. Abdelmadjid Tebboune, avec des dimensions environnementales, économiques et sociales.

Ce projet constitue, a-t-il dit, "un modèle à suivre en matière de mobilisation des ressources financières pour la mise en valeur des terres et la lutte contre la désertification". Après

avoir souligné que la question du financement de la lutte contre la désertification, la dégradation des sols et la sécheresse à travers le monde devrait être traitée "comme une priorité, au regard du déficit de financement mondial", M. Touahria a insisté sur le développement de mécanismes de financement "plus efficaces et plus flexibles au service des objectifs de la Convention". A noter que le ministère de l'Agriculture, du Développement rural et de la Pêche, représenté par la DGF, est le point focal national de la CNULCD en Algérie.

R E.

Chronique Eco
d'Anouar
El Andaloussi

Les investissements émiratis en Afrique : opportunité d'affaires ou prédation d'un nouveau genre ? Vers une stratégie de domination

Investissements des Émirats arabes unis en Afrique : «Une économie prédatrice à l'égard des pays africains» c'est le titre de RFI donné à sa publication du 25/08/2026 consacrée à l'enquête du Financial Times.

Le journal d'investigation anglais Financial Times a enquêté sur les Émirats arabes unis en Afrique et sur leurs investissements très importants. En dix ans, ils sont devenus le quatrième investisseur sur le continent dans de nombreux secteurs portuaires mais aussi sécuritaires. L'enquête parle d'une poussée impérialiste. Abou Dhabi a même réagi par le biais de son ministère des Affaires étrangères et refuse le terme d'impérialisme.

Ce qui est intéressant dans l'enquête du Financial Times : « c'est de voir comment, en l'espace d'une dizaine d'années, Abou Dhabi et Dubaï se sont positionnées sur le plan économique, sur le plan des infrastructures, mais aussi sur le plan stratégique, géopolitique pour être un acteur de premier plan en Afrique. Et ça, ce sont des choses qui vont bien au-delà de l'aide au développement. Ça crée des relations de dépendance entre les pays africains et les Émirats. Et donc, on pourrait se poser la question, au même titre qu'avec la Chine ou les États-Unis, d'une économie prédatrice d'Abou Dhabi à l'égard des pays africains. Donc, c'est plus dans ce sens-là que je qualifierais les relations aujourd'hui entre les Émirats et les pays africains. » Le journal anglais évoque dans son enquête l'action d'Abou Dhabi au-delà des volets économiques des dimensions militaires et soutien à certains acteurs non gouvernementaux en Afrique. C'est le cas notamment de ses interventions directes ou par l'armement et l'argent dans des conflits en Afrique : Soudan, Érythrée, Yémen, Libye...

Entre 2019 et 2023, les Émirats arabes unis ont investi plus de 110 milliards \$ en Afrique, devenant le 4ème plus grand investisseur mondial sur le continent, derrière les États-Unis, la Chine et l'Union

européenne. Selon toujours le Financial Times, le "robinet" d'engagements annoncés depuis 2017 atteint même 168 milliards \$, couvrant ports, infrastructures, minerais, énergie et agriculture. Cette montée en puissance n'est pas un hasard. Elle s'inscrit dans une stratégie d'État : sécuriser les approvisionnements des EAU, diversifier leur économie hors pétrole, et faire de Dubaï et Abu Dhabi des hubs entre l'Afrique, l'Asie et l'Europe. C'est ce qui est déclaré dans les communiqués de presse.

TROIS PRIORITÉS :
ÉNERGIE, PORTS, AGRICULTURE

Énergie et transition verte

C'est le premier poste avec plus de 70 milliards \$ engagés. Avec l'"Africa Green Investment Initiative" de 4,5 milliards \$, les EAU financent 60 projets de solaire, éolien, géothermie et hydrogène vert. Le programme "Etihad 7" vise à électrifier 100 millions de personnes d'ici 2035. Pour certains pays africains, l'avantage est l'accès à des financements rapides et à une électricité moins chère. Pour les EAU, c'est un marché de croissance et des contrats d'achat d'électricité garantis sur 25-30 ans.

Ports et logistique

DP World et AD Ports Group sont présents dans 13 pays africains (dont l'Algérie à travers le port d'Alger). Les concessions sont données de 30 à 50 ans, terminaux à conteneurs, zones franches, corridors logistiques. L'objectif de cet investissement hors normes : contrôler les points d'entrée et de sortie des matières premières africaines et des importations de produits agricoles vers le Golfe.

Derrière cette logique commerciale en apparence est venue se greffer une stratégie politico-militaire. Les investissements dans les infrastructures portuaires sont souvent complétés par des investissements militaires (bases militaires à Djibouti, en Érythrée, au Somali land (pays reconnu

par Israël seulement et une représentation des EAU)

Agriculture et sécurité alimentaire

Avec 95% de nourriture importée, les EAU achètent ou louent des terres en Égypte, Soudan, Éthiopie et Maroc pour produire blé, fourrage et fruits. Le transfert de technologie d'irrigation est mis en avant, mais la question de l'usage de l'eau dans des pays en stress hydrique chronique se pose.

VERS UNE DÉPENDANCE
ET UNE "PRÉDATION" ?

Dans les faits, il y a une stratégie de domination par des liens complexes sur les financements à très long terme, qui créent une dépendance et une stratégie de prédation sur l'exploitation et l'exportation des matières premières.

C'est sur ce point que le débat est le plus vif. L'enquête du Financial Times débute août 2026 résume bien les inquiétudes : D'abord la question de la souveraineté. Le FT « rappelle qu'une concession portuaire "transfère le contrôle opérationnel - prix, planning, capacité, accès - au concessionnaire pour toute la durée". Exemple : DP World à Berbera au Somaliland. Si le contrat ne prévoit pas d'accès prioritaire pour les producteurs locaux, le port risque de "servir le réseau global de l'opérateur plutôt que le programme de développement du pays hôte".

Ensuite la dette. Beaucoup de projets sont financés par des prêts de fonds souverains comme ADQ ou ADIA. En cas de défaut de paiement à échéance, l'actif stratégique peut être repris.

Enfin le manque de retombées locales. Les gros contrats reviennent souvent à des entreprises émiraties. Le transfert de technologie et la sous-traitance restent limités, malgré les promesses de 70 000 emplois dans le tourisme.

L'affaire de la mine de cuivre Mopani en Zambie, rachetée à 51% pour 1,1 milliard \$, illustre aussi la nouvelle cible : les mine-

rais critiques - cuivre, cobalt, tantale - indispensables à la transition énergétique mondiale.

L'OR, UN AUTRE SECTEUR
DE PRÉDATION CIBLÉ PAR LES EAU

L'enquête du Financial Times complète son analyse par le marché et le trafic de l'or : C'est par l'or où l'on voit l'interpénétration entre les logiques géopolitiques - soutien des régimes militaires, notamment les Forces de soutien rapide au Soudan - avec une logique qui est beaucoup plus mercantile, voire de l'ordre de la prédation économique, avec le trafic d'or. Il faut mettre cette marchandise dans la perspective du rang des Émirats. À l'échelle internationale, sur le marché de l'or, on estime qu'aujourd'hui, entre 20 et 30 % du commerce de l'or passe par Dubaï. C'est un élément extrêmement important en termes de positionnement international, de diversification de l'économie, parce qu'il faut quand même se souvenir que Dubaï, contrairement à Abou Dhabi, n'a pas de rente énergétique. Donc, tout cela contribue effectivement à faire de l'Afrique une zone d'intérêt pour les acteurs émiratis.

PARTENARIAT OU DOMINATION ?

Les autorités émiraties parlent de "partenariat stratégique aligné sur les priorités nationales" et de "croissance verte et inclusive". Beaucoup de gouvernements africains abondent : les financements occidentaux sont lents, et un port construit en 3 ans vaut mieux que pas de port. Les ONG et une partie de l'opinion parlent de "néo-colonialisme commercial" : accaparement de terres, contrôle d'infrastructures vitales, influence géopolitique dans la Corne de l'Afrique et le Sahel. Les EAU profitent de la vulnérabilité des pays africains pour les pénétrer et installer des liens de dépendance pour faire durer la prédation.